



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 7 décembre 2022*

---

Le sept décembre deux mille vingt-deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 29 novembre 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco (jusqu'à 21h32), BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien.

## **Étaient représentés :**

Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme BENKAHLA Malika	mandat à AOUMMIS Hassan
M COELHO Vasco	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma (à partir de 21h32)

**Étaient absents :** MM. ID ELOUALI Ali, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, GARROUT Karim, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

**Secrétaire de séance :** LAJILI Yamina

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 19 octobre 2022.....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ 1. Modification du tableau des effectifs.....	5
→ 2. Mise en œuvre de l'exercice du télétravail au sein des services de la ville de Choisy-le-Roi.....	5
→ 3. Conditions et modalités de prise en charge des frais liés à la mise en œuvre du compte personnel de formation .....	8
→ 4. Conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de la ville.....	10
<b>PETITE ENFANCE .....</b>	<b>10</b>
→ 5. Approbation de la convention territoriale globale à passer avec la Caisse d'Allocations familiales de Val-de-Marne .....	10
→ 6. Approbation de l'avenant au contrat de concession pour la gestion du multiaccueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie à Choisy-le-Roi.....	11
→ 7. Approbation de l'avenant au marché de services de réservation des places en crèche pour les enfants choisyens dans l'établissement d'accueil des jeunes enfants situé 50 rue Louis Luc à Choisy-le-Roi .....	12
<b>FINANCES.....</b>	<b>13</b>
→ 8. Décision modificative n°2 : Exercice 2022 Budget principal.....	13
→ 9. Décision modificative n°2 : Exercice 2022 Budget annexe des Parkings .....	29
→ 10. Subvention d'équilibre 2022 au budget annexe des Parkings.....	29
→ 11. Ouverture anticipée de crédits - Investissement 2023 .....	30
→ 12. Attribution d'un acompte de subvention au théâtre - Budget 2023 .....	30
<b>URBANISME .....</b>	<b>31</b>
→ 13. Convention d'intervention foncière EPFIF/EPA ORSA/Ville .....	31
→ 14. Désaffectation et déclassement de 3 terrains de la ZAC du Docteur Roux.....	39
→ 15. Reversement de la taxe d'aménagement de la commune en direction de l'EPT grand-Orly Seine Bièvre.....	40
<b>SPORT.....</b>	<b>42</b>
→ 16. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2023.....	42
<b>COMMERCE.....</b>	<b>43</b>
→ 17. Dérogations au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi - Calendrier des ouvertures 2023 .....	43

→ 18. Fixation du tarif pour les commercelants alimentaires installés sous les barnums, les food trucks et commerces ambulants type roulotte sur le marché de Noël .....	44
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>49</b>
→ 19. Approbation du retrait de la commune d'Arcueil du Syndicat intercommunal pour la restauration collective - SIRESCO.....	49
→ 20. Approbation du retrait de la commune de Brou-sur-Chantereine du Syndicat intercommunal pour la restauration collective - SIRESCO.....	50
→ 21. Rapport d'activité 2021 du SIRESCO (Syndicat Intercommunal pour la restauration collective) .....	50
→ 22. Modification des représentants du conseil au sein du CA de la régie autonome Théâtre/Cinéma.....	56
→ 23. Compte-rendu des décisions L-2122 du Code général des collectivités territoriales .....	57
<b>QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>58</b>

*La séance est ouverte à 19 h 44 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Bonsoir, chers collègues.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire** : Vous avez été convoqué dans les formes légales en séance du Conseil municipal de ce jour. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance, ou une secrétaire. Je vous propose Madame Yamina Lajili. Tout va bien ? Très bien.

*(Mme Yamina Lajili est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire** : Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

**M. le Maire** : Merci, Monsieur le Directeur. Avons-nous le quorum ? Il me semble que oui.

**M. Baranger** : Oui, il y a 25 présents, et pour avoir le quorum, il fallait 22 élus.

**M. le Maire** : Très bien. Merci aux présents.

→ **Approbation du compte rendu de la séance du 19 octobre 2022**

**M. le Maire** : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 19 octobre 2022 avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Monsieur Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Je voulais demander une simple modification, mais dans le but, je crois, d'un apaisement et d'être dans une discussion plus apaisée. Il y avait eu une incompréhension lors du dernier Conseil municipal, lors d'une de mes prises de parole, sur un mot. J'avais dit « maline », et vous aviez entendu « maligne ». Nous nous en étions expliqués, et je lis dans le compte rendu que l'on me prête, dans ma première intervention, le terme de « maligne ». Or, étant donné que nous avons eu la discussion là-dessus, qu'au moins dans mon intervention soit écrit « maline » puisque c'est le mot que j'ai bien voulu prononcer. Nous nous en sommes expliqués, mais ainsi, cela permet que les choses soient claires. On va mettre cela sur le compte d'un reste d'accent lyonnais qui doit me rester de mes jeunes années.

**M. le Maire** : bien. Écoutez, merci, Monsieur Bataille. Cela va être rectifié. La direction si vous pouvez prendre note de rectifier.

Je crois que Monsieur Habi a demandé la parole.

**M. Habi** : Compte tenu des propos absolument insultants et outrageants que vous avez eus à mon égard à la suite de mon départ, je vous informe bien entendu que j'ai déposé une plainte. Merci.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Habi. D'autres interventions ? Je n'en vois pas, donc nous allons dérouler notre ordre du jour.

## RESSOURCES HUMAINES

### → 1. Modification du tableau des effectifs

**M. le Maire** : Donc la délibération n°1, du classique : modification du tableau des effectifs. Je donne la parole à Monsieur Coelho que je suis ravi d'accueillir. On vous souhaite un superbe retour, Monsieur Coelho, on est content pour vous. Il a traversé une période difficile, merci de cet effort.

**M. Coelho** : Merci beaucoup, Monsieur le Maire, d'avoir accentué un petit peu. C'est une période qui m'a été difficile, mais le tunnel est passé, je vois le bout du tunnel. Je suis ravi d'être parmi vous.

Concernant donc la délibération, pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte du mouvement de personnel et des recrutements réalisés, et en permettant l'accès à des agents contractuels. Chers collègues, nous devons donc voter, délibérer à ce sujet.

**M. le Maire** : Bien. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, c'est voté, merci à vous.

*Vote de la délibération n°1*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité*

### → 2. Mise en œuvre de l'exercice du télétravail au sein des services de la ville de Choisy-le-Roi

**M. le Maire** : Le point n°2, la parole est toujours Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Conformément à sa volonté de capitaliser sur le principe de travail à distance mis en place au moment de la période de pandémie de Covid-19 et à l'accord-cadre de la réglementation en vigueur, la ville de Choisy-le-Roi

s'engage dans une démarche de mise en œuvre du télétravail au sein des services souhaités au 1er janvier 2023. Le télétravail s'inscrit dans une recherche d'amélioration de la qualité de vie au travail, tout en concourant à faire évoluer les pratiques managériales de la ville de Choisy-le-Roi. Il participe également à la démarche de développement durable de la ville de Choisy-le-Roi.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation de travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors des locaux de façon régulière et volontaire, en utilisant les technologies de l'information et de la communication. La charte de l'exercice du télétravail, ici annexée dans cette délibération, définit les principes généraux du télétravail, en précise les modalités, l'exercice d'organisation et de suivi.

Le télétravail est ouvert à tous les agents titulaires ou contractuels dont les fonctions sont compatibles avec le télétravail, quelle que soit leur catégorie hiérarchique, A, B, et C, qu'ils soient cadres ou non-cadres.

Parmi les principes à retenir : le télétravail repose sur le volontariat, principe essentiel dans sa mise en œuvre, sauf circonstances exceptionnelles où le télétravail pourrait être décidé à la demande de l'employeur afin d'assurer la continuité du service public de la protection des agents. Le télétravail est limité à deux journées maximum par semaine pour ne pas altérer le lien social inhérent à la vie professionnelle, et permettre la présence de tous les agents d'un service sur des temps collectifs de travail pour assurer la meilleure alternance entre le télétravail et travail sur site au regard des obligations et services et du collectif du travail à maintenir.

Dans le cadre de la mise en œuvre du télétravail, la ville de Choisy-le-Roi n'ouvre pas aux agents télétravailleurs la faculté de bénéficier d'une allocation forfaitaire de télétravail « forfait télétravail ». L'employeur doit fournir à l'agent l'accès aux outils numériques nécessaires, PC portable et/ou téléphone portable. L'employeur, comme l'agent, peut mettre fin au télétravail, réversibilité.

Le temps de travail doit être identique. Sur le site ou en télétravail, le droit à la déconnexion est rappelé.

Chers collègues, nous devons donc délibérer sur la mise en œuvre du télétravail au sein du service de la ville de Choisy-le-Roi.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Vasco. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Madame Desprès.

**Mme Desprès** : Monsieur le Maire, chers collègues. Même si nous sommes pour le télétravail, nous regrettons vivement que l'allocation forfaitaire ne soit pas allouée aux agents. Je tiens quand même à signaler que c'est un moindre mal, puisque l'allocation forfaitaire actuellement est de 2,5 euros. Elle va passer au 1er janvier à 2,88 euros, ce qui va faire 253, 44 euros par an. Je pense que la ville de Choisy-le-Roi ne se ruinerait pas en aidant les agents. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci, Madame Desprès. Monsieur Habi a demandé la parole.

**M. Habi** : Je suis d'accord avec ce que vient de dire Madame Desprès. C'est un moindre mal que de donner une petite allocation qui ne représente pas grand-chose à l'échelle de la mairie. Quand on voit que les dépenses d'énergie de la mairie ont augmenté de 370 000 euros, il en est de même pour les agents. Quand on leur demande de télétravailler, ils ont des frais à leur charge, et cela ne me semble pas ahurissant que de leur accorder quelques

euros de plus. Au contraire, j'estime même que cela participe à une forme de reconnaissance de leur travail. Donc je regrette également qu'il n'y ait pas cette aide forfaitaire. Merci.

**M. le Maire :** Bien. Comme il s'agit de la même question, je vais vous répondre. Nous avons évoqué cette question avec les syndicats en CT. Lorsque vous dites que ce n'est pas grand-chose pour la mairie, si c'est quand même une somme importante. Nous nous en sommes expliqués avec eux, il y a quand même tous les frais annexes d'équipements d'ordinateurs, d'achats, dont il faut pourvoir les agents. Ce que j'ai dit aux agents, et l'engagement que j'ai pris auprès d'eux à travers leur syndicat, d'ailleurs, le CT s'est très bien passé, c'est que pour l'instant, nous ne savons pas évaluer, nous ne savons pas très exactement le nombre d'agents qui vont choisir le télétravail. Nous ne savons pas comment nous allons terminer notre budget, puisque ce n'est pas 380 000 euros qu'il faut prévoir pour l'année prochaine, mais 2,5 millions. La plupart des maires manifestent en ce moment, nous cherchons tous, quels que soient nos bords politiques, des actions pour protester contre l'abandon des communes du gouvernement sur ce sujet précis. L'engagement que j'ai pris auprès d'eux, c'est que lorsque nous saurons exactement le nombre d'agents qui sera en télétravail, nous ne ferons aucunement la porte si les finances le permettent, parce que les finances, le budget 2023 va se jouer à 100 euros près. J'ai dit, je peux vous dire ce que j'ai dit aux agents et aux syndicats : « Peut-être que ce sera le préfet avec qui vous devrez discuter ». Je ne dis pas cela pour faire peur, etc., je ne vous le cache pas, on s'arrache les cheveux. C'est un budget extrêmement difficile à monter, et nous savons reconnaître le travail des agents. Nous l'avons prouvé depuis que nous sommes ici, de nombreux agents le reconnaissent.

J'en profite pour tordre le cou à une rumeur qui est propagée par un certain syndicat et certains élus qui le relaient, qu'à la ville de Choisy-le-Roi, les agents quitteraient la ville. Alors, il y a des agents qui quittent la ville, sachez que la moyenne nationale pour une ville de même strate que la nôtre, c'est un turnover d'à peu près 16 %. À Choisy-le-Roi, par an, nous sommes à un turnover de 12 %. Toutes les villes de France, toutes les collectivités connaissent ce turnover, ce qui est logique. Des agents demandent leur mutation pour leur carrière. Certains à Choisy-le-Roi partent, et je tiens à votre disposition le nombre important d'agents qui ont quitté la ville et qui me demandent, qui m'écrivent, de bien vouloir les reprendre. Nous nous étions promis que nous ne le ferions pas, mais pour certains d'entre eux, nous allons accepter. Je profite de faire cette parenthèse. Cela étant, chacun a le droit de dire ce qu'il veut, de penser ce qu'il veut, mais cela, c'est la stricte vérité. Les statistiques que je vous ai données, tout un chacun pourra les vérifier.

Pour revenir à cette affaire du télétravail, effectivement, nous sommes plutôt pour leur allouer cette indemnité, mais plutôt que de promettre et de ne pas pouvoir tenir, nous attendons de savoir le nombre d'agents qui va être en télétravail, et de boucler notre budget. C'est un engagement que nous avons pris avec eux et que nous tiendrons. Voilà.

Y a-t-il d'autres interventions ? Madame Desprès.

**Mme Desprès :** Je veux rajouter, je ne nie pas la libre administration, Monsieur le Maire, mais ce que je dis, c'est que l'allocation forfaitaire, la majorité, et je suis bien placée pour le savoir au Centre de gestion, la majorité des maires, toutes tendances confondues, donne l'allocation forfaitaire. J'entends encore une fois : « Les ordinateurs, etc. », ce que vous avez donné aux agents, mais en même temps, les agents, eux, vont avoir des frais chez eux. Vous parliez de l'électricité, eux, ils vont l'avoir, l'électricité, quand même. Donc c'est pour cela que cette allocation forfaitaire ne peut que les aider. C'est dans ce sens que mon intervention était faite.

**M. le Maire** : Mais Madame Desprès, j'ai bien compris votre intervention. D'ailleurs, je suis prêt à aller dans votre sens. Je vous explique qu'on se donne un délai de réflexion. On voudrait déjà savoir, essayer de boucler notre budget. Sur ce que vous dites, je le partage, si tout ce qu'on pourrait donner de plus aux agents, on le pouvait, je suis sur la position que vous aviez lorsque vous étiez dans la majorité aux commandes de la ville, ce que je n'ai jamais critiqué, c'est-à-dire l'abandon de l'État des collectivités, et qui est encore plus sensible qu'avant. Je ne vous ai jamais critiqué là-dessus, je partageais, donc je partage d'autant plus que maintenant nous le vivons. Mais je vous dis, je l'ai dit aux syndicats très rapidement, nous allons, sur cette question, statuer. Vous savez, c'est basé sur le volontariat. On ne sait pas si l'on aura 400 agents, 300 agents ou 100 agents, et je pense que par rapport à ce qu'on imagine, on aura la capacité de le faire, c'est tout. C'est juste, on y va par étapes. On a voté, on s'est mis d'accord sur ce texte qu'ils ont approuvé, qui leur convient, qu'ils ont amendé. On a écouté leurs remarques. Dans un deuxième temps, on va regarder plus précisément cette question, et peut-être que sur le prochain Conseil municipal, lorsqu'il s'agira de voter le budget, peut-être que ce sera fait. Dans ce cas-là, j'espère que vous voterez le budget.

*Rires*

**Mme Desprès** : On n'est pas dans le monde des Bisounours, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, très bien, merci pour les agents. On se reverra sur cette question.

*Vote de la délibération n°2*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité*

### **→ 3. Conditions et modalités de prise en charge des frais liés à la mise en œuvre du compte personnel de formation**

**M. le Maire** : La parole est toujours à Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : C'est la formation, le CPF.

**M. le Maire** : C'est une chose qu'on a faite, que les agents, sans vouloir... Les syndicats étaient contents, donc j'espère que le Conseil sera content.



**M. Coelho** : On ne fait pas que des choses... On essaie d'avancer, Monsieur le Maire. Le CPF a pour objectif de permettre aux fonctionnaires ou agents contractuels d'accéder à une qualification ou de développer leurs compétences dans le cadre du projet d'évolution professionnelle. Ce projet peut s'inscrire dans le cadre de la préparation d'une future mobilité, d'une promotion ou d'une reconversion professionnelle. L'alimentation s'effectue au 31 décembre de chaque année civile à hauteur de 25 heures maximum dans la limite du plafond de 150 heures. Une disposition dérogatoire est prévue pour les agents de catégorie C n'ayant pas atteint un niveau sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel enregistré et classé au niveau 3 BEP, CAP, du répertoire national des certifications professionnelles. L'alimentation annuelle s'élève à 50 heures maximum, et le plafond est porté à 400 heures.

Compte tenu de ces éléments et de la volonté de la collectivité d'affirmer la nécessité d'accompagner les projets d'évolution professionnelle de ses agents, il est proposé :

- D'examiner les demandes d'utilisation du CPF selon les critères de priorité fixés par la circulaire du 10 mai 2017 conformément à l'ordre indiqué en article 1 de la présente délibération,
- De prendre en charge tout ou en partie les frais pédagogiques de la formation dans la limite des plafonds fixés à l'article 2 de la présente délibération,
- De ne pas prendre en charge les frais occasionnés par les déplacements liés à une formation à caractère personnel, conformément à la délibération du 30/06/2021 portant sur les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires et personnels de la ville se rapportant à la formation suivie au titre du CPF, à l'exception des agents inscrits dans une démarche de formation dans le projet évolution professionnelle qui a pour objet de prévenir une situation d'inaptitude physique,
- Transmettre à chaque agent, à l'occasion de la campagne d'entretien professionnel 2022, une note d'information sur le CPF.

Donc, chers collègues, il nous est demandé de délibérer sur les conditions de modalités et prise en charge des frais liés à la mise en œuvre du compte personnel de formation.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci pour les agents.

*Vote de la délibération n°3*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité*

**→ 4. Conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de la ville**

**M. le Maire** : Délibération n°5. N°4, excusez-moi. Monsieur Coelho, c'est toujours à vous.

**M. Coelho** : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. À la suite de la mise en place au sein de la ville du compte personnel de formation, après avis du Comité technique qui a donné un avis favorable en date du 30 septembre 2022, et afin d'acter les conditions liées aux frais de déplacement dans le cadre de ce dispositif, il convient de mettre à jour la délibération du 30 juin 2021 relative aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires du personnel de la ville. Chers collègues, nous devons donc délibérer pour réactualiser la délibération du 30 juin 2021 relative aux conditions de modalités de règlement des frais occasionnés par le déplacement temporaire des personnels de la ville, compte tenu de la mise en place du compte personnel de formation au sein de la ville.

**M. le Maire** : Voilà, donc il n'y a rien de changé, c'est un ajustement technique. Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°4*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité*

**PETITE ENFANCE**

**→ 5. Approbation de la convention territoriale globale à passer avec la Caisse d'Allocations familiales de Val-de-Marne**

**M. le Maire** : Maintenant, nous arrivons vraiment au point n°5. La parole est à Madame Lanternier.

**Mme Lanternier** : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Il s'agit de la continuité d'un partenariat privilégié entre la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne et la ville de Choisy-le-Roi. Cette nouvelle convention succède au contrat Enfance Jeunesse. Historiquement, le contrat Enfant Jeunesse permet avant tout d'accompagner le

développement de l'offre d'accueil sur la ville et les actions qui favorisent l'épanouissement du jeune enfant, de l'enfance et de la jeunesse. À Choisy-le-Roi, le contrat Enfance Jeunesse est arrivé à terme au 31 décembre de l'année dernière. Il convient donc maintenant de signer la nouvelle convention territoriale globale qui a été travaillée par les services. La CAF nous a laissé un an pour le faire, donc cette convention est conclue à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026. Elle associe la ville à la CAF sur les domaines de la petite enfance, de la jeunesse, de la parentalité, du logement, mais aussi de l'insertion, de l'animation de la vie sociale, de l'accès au droit, du handicap et de la parentalité. Ces secteurs d'activité contribuent aussi à lutter contre la pauvreté et favorisent l'équité de chacun.

Un diagnostic a été réalisé et partagé entre la Caisse d'allocations familiales et la ville afin de transcrire un projet de territoire qui vise à maintenir et développer les services aux familles. Il s'agit d'une démarche pour créer un projet social sur le territoire. À travers cette convention, la ville souhaite développer des places en crèche, garantir l'égalité des chances, poursuivre l'accompagnement à la parentalité, et veiller à accompagner chacun dans son parcours de vie en restant présente auprès de chaque parent en fonction de sa situation et en équité. Le tout pour une optimisation de la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle.

Finalement, il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention territoriale globale entre la CAF et la ville, et d'autoriser le maire ou son représentant à la signer ainsi que signer tous les documents relatifs à cette convention.

**M. le Maire** : Merci, Madame Lanternier. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci à vous.

*Vote de la délibération n°5*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité*

**→ 6. Approbation de l'avenant au contrat de concession pour la gestion du multiaccueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie à Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Le point n°6, toujours la petite enfance. La parole est toujours à Madame Lanternier.

**Mme Lanternier** : Merci. Donc avec l'approbation de cette nouvelle convention, le contrat Enfance Jeunesse qui existait évolue au profit d'un nouveau dispositif conventionnel qu'on appelle le bonus territoire. Ce terme se traduit finalement par le reversement de la

participation de la CAF directement au gestionnaire des crèches dans lesquelles la ville réserve des berceaux. Jusqu'à présent, la CAF versait cette participation directement à la ville, donc il faut modifier maintenant les contrats actuels afin de fixer les modalités de reversement de cette participation de la CAF à la commune. Il s'agit de ce fait d'avenants avec la société Les Petits Chaperons Rouges, donc entre cette société et la commune de Choisy-le-Roi.

Il y a donc deux avenants, le premier concerne le multi accueil Tony Lainé. Concrètement, il est demandé dans l'avenant, et c'est la seule modification qui nous lie avec ce prestataire, que la société, donc Les Petits Chaperons Rouges, reverse la contribution de la CAF dans les 15 jours après réception de ce versement. Il est demandé au Conseil d'approuver cet avenant avec Les Petits Chaperons Rouges concernant l'établissement d'accueil du jeune enfant Tony Lainé.

**M. le Maire** : On va déjà procéder au vote de celui-ci. Y a-t-il des remarques sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°6*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité*

**→ 7. Approbation de l'avenant au marché de services de réservation des places en crèche pour les enfants choisyens dans l'établissement d'accueil des jeunes enfants situé 50 rue Louis Luc à Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Ce point est également un avenant qui concerne les crèches. Madame Lanternier, toujours à vous.

**Mme Lanternier** : Merci. C'est exactement la même chose que l'avenant précédent, sauf qu'il s'agit maintenant de le constituer pour l'établissement d'accueil du jeune enfant Bambins en éveil qui se situe dans le quartier du Port.

**M. le Maire** : Bien, merci. Y a-t-il des interventions ? Non, c'est identique. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci à vous.

*Vote de la délibération n°7*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité*

## **FINANCES**

### **→ 8. Décision modificative n°2 : Exercice 2022 Budget principal**

**M. le Maire** : Le point n°7, c'est toujours à vous, Madame Lanternier. C'est le 8, excusez-moi. Je suis fatigué, moi. Nous passons aux finances. Madame Francisot, je crois qu'elle est en très grande forme, c'est à vous.

**Mme Francisot** : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Ce soir, je vous invite pour la deuxième fois cette année à modifier le budget principal de la ville et aussi celui des parkings. Cette décision modificative, qui arrive en fin d'année, comme il en est la tradition à Choisy-le-Roi, nous permet d'équilibrer le plus justement possible notre budget, de mieux entrevoir l'année à venir qui risque d'être bien plus compliquée.

Cette décision nous permettra d'ajouter 839 524 euros à notre section de fonctionnement et de retirer 6 342 113 euros à notre section d'investissement. Cela porterait notre budget global pour 2022 à un peu plus de 104 338 000 euros.

Je commencerai par vous présenter les ajustements en section de fonctionnement. Pour ce qui concerne les dépenses, les charges à caractère général augmentent de 545 520 euros. Comme tout un chacun, comme les collectivités, nos charges à caractère général sont impactées par l'envolée des prix des fluides. Ainsi, nous ajoutons 458 000 euros à la ligne énergétique et 51 436 euros à la ligne des carburants. Il est à noter que malgré cette envolée des prix et l'épisode de grève dans les raffineries, l'ensemble des services ont pu assurer leur mission sans discontinuité grâce à l'efficacité et la réactivité de nos collaborateurs.

L'État nous avait versé un trop-perçu de taxe d'aménagement que nous avons dû rembourser pour 135 300 euros. Nous continuons d'accentuer nos efforts sur la propreté de notre ville, et à cet effet, nous ajoutons 77 000 euros à la ligne. Cette année, nous retirons 90 000 euros à la ligne des fêtes de la ville. Enfin, la participation au déficit du centre municipal est en diminution cette année. Nous retirons donc 87516 euros de cette ligne, ce qui porte le montant total de la participation pour 2022 à 412 423, 28 euros.

Une question avait été posée en commission au sujet du centre municipal de santé. N'ayant pas la réponse de suite, tout renseignement pris auprès de notre service, effectivement, selon la convention passée avec la CPAM sur la question du CMS, chaque année, une réunion de présentation du bilan d'activité et budgétaire est prévue. Elle se réalise en fin d'année. Le budget est donc présenté à l'élu et aux agents de la ville une fois validé par le Conseil d'administration de la CPAM. À la date à laquelle j'ai obtenu la réponse, la date n'était pas encore fixée pour cette année.

Toujours dans les dépenses de fonctionnement, nous ajustons le chapitre des subventions versées et contributions en l'augmentant de 255 610 euros. Cela comprend une augmentation de la subvention du CCAS d'un peu plus de 350 000 euros, portant cette dernière à 2 217 344 euros pour 2022.

La subvention au théâtre est, elle aussi, augmentée de 70 000 euros. La participation en dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers est augmentée de 19 214 euros, et celle aux écoles privées de 14 208 euros. Comme la question m'a été posée en commission, je précise ici que cette augmentation de la participation versée aux écoles privées ne correspond pas à une volonté propre de notre majorité, mais bien à ce que la loi nous impose. Je rappellerai également que sous le précédent mandat, la ville a été condamnée à ce sujet pour avoir refusé de donner cette participation.

L'enveloppe des subventions aux associations est réduite de 43 656 euros. J'attire votre attention sur le fait que l'ensemble des dossiers de demande ont été satisfaits, mais il est vrai que nous avons enregistré une légère baisse des demandes. De plus, l'enveloppe de 6000 euros dédiée au subventionnement des moyens de transport pour les associations n'a pas été réclamée. Les 20 000 euros anciennement attribués à La Rumeur n'ont pas été réattribués faute de demande et projets suffisants. 2942 euros n'ont pas été réclamés par les syndicats, et une enveloppe de 4000 euros dédiée au fonds d'urgence n'a pas non plus été utilisée cette année.

Nous avons, par pure prudence, prévu une contribution à Enedis pour le raccordement de l'immeuble Batigère destiné aux femmes en difficulté de 80 000 euros. N'ayant pas servi, cette enveloppe peut être retirée du budget. La dotation aux amortissements est augmentée de 50 000 euros et les charges financières de 6494 euros. L'enveloppe des charges exceptionnelles, qui est une enveloppe prévisionnelle qui concerne essentiellement les titres annulés, est réduite de 18 100 euros.

Pour ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, la ligne des produits et services et du domaine est augmentée de 279 579 euros. Nous percevrons 230 869 euros de plus sur la ligne des impôts et taxes, dont 300 000 euros supplémentaires sur les droits de mutation et 59 500 euros au titre de la taxe d'habitation.

Le chapitre des dotations, subventions et participations est également en augmentation, avec une participation de la CAF augmentée à 125 000 euros et une subvention reçue pour le centre de vaccination de 68 000 euros. Les autres produits de gestion courante sont eux aussi en augmentation. On y retrouve notamment des remboursements d'assurances, dont celui relatif à la tempête de 2021, pour 140 000 euros. Les produits exceptionnels sont augmentés à 53 607 euros.

Passons maintenant à la section d'investissement qui, je le rappelle, a été diminuée de 6 342 113 euros.

Pour ce qui concerne les dépenses, le chapitre des études et droit similaire est réduit de 161 963 euros. On y retrouvait notamment les frais d'études du nouveau groupe scolaire,

mais le projet n'est pas abandonné, je vous rassure, il est reporté, les conditions n'étant actuellement pas réunies pour que nous puissions l'envisager cette année.

Pour ce qui est du chapitre des travaux d'aménagement et d'acquisition de matériel, ce dernier est diminué de 848 524 euros. L'installation de la vidéoprotection et de son centre opérationnel n'étant pas achevée, il convient de désinscrire 900 000 euros du budget de 2022, mais ils seront réinscrits en 2023. Il convient également de diminuer le chapitre du montant prévu pour les travaux du gymnase Rousseau. Le marché de travaux ayant été déclaré infructueux, il a été relancé pour 2023. Sur ce même chapitre, nous ajoutons l'acquisition du 107, avenue Anatole France pour un montant de 496 000 euros.

Nous avons également mis l'accent sur nos équipements scolaires et périscolaires en remplacement des armoires froides qui le nécessitaient, en investissant sur des chariots de portage plus ergonomiques pour les agents de ces structures, ou encore en permettant l'achat de poubelles de tri afin d'initier les enfants au tri.

Pour ce qui est des travaux en cours, nous désinscrivons un peu plus de 779 000 euros. Cela concerne essentiellement les travaux de performance énergétique de l'école Victor Hugo qui sont, eux aussi, repoussés en 2023. La participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers a diminué de 52 000 euros.

Pour terminer avec les dépenses d'investissement, je vous citerai deux lignes dont nous retrouverons le pendant en recettes d'investissement. Au regard de la conjoncture et de l'état de notre dette, nous désinscrivons déjà la ligne prévisionnelle destinée à un éventuel refinancement de notre dette. Cette ligne était estimée à 4 000 000 d'euros. Et enfin, nous avons prévu une consignation à la Caisse des dépôts et consignations de 500 000 euros pour le 6, rue Fauler, mais cette consignation n'a pas été faite.

Je vais terminer en vous présentant les recettes d'investissement. Cette année encore, il ne sera pas nécessaire de mobiliser l'emprunt. Nous désinscrivons donc définitivement celui-ci pour un montant d'un peu plus de 2 900 000 euros. Nous diminuons le chapitre des subventions d'investissement d'un peu plus de 318 000 euros, bien que nous ayons reçu 300 000 euros de plus de la CAF pour les travaux réalisés au centre de loisirs des Gondoles et 231 000 euros de plus d'amendes de police. Nous devons désinscrire la subvention de l'État pour la vidéoprotection qui ne sera versée qu'en 2023 à la fin des travaux, et celle pour la police municipale qui a été diminuée unilatéralement par l'État pour un montant de 71 000 euros. Enfin, nous désinscrivons également le solde de la subvention du SIPPEREC pour le gymnase Rousseau, que nous devrions recevoir en 2023.

Enfin, nous augmentons le chapitre des cessions immobilières de 1 310 000 euros. Cette explosion de recettes, qui, au regard de nos dépenses, n'est pas exceptionnelle, mais qui est quand même très bien, est notamment due à la vente des coques ORIX pour 2 millions d'euros. En revanche, la vente du pavillon 2, rue des Chalets est reportée à 2023, celle du 84, rue Corvol suspendue, et l'enveloppe prévisionnelle de vente de terrains nus est retirée.

Pour ce qui concerne les parkings, j'enchaîne sur les deux ?

**M. le Maire** : Je propose, parce qu'il y aura peut-être des interventions, de voter ce point-là, de demander aux collègues s'il y a des interventions, et après, les parkings, c'est quelque chose d'habituel. Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Merci, Monsieur le Maire. En mon nom personnel et au nom de Malika Benkahla, on va voter contre cette décision de modification parce qu'on a préalablement voté contre le budget, cela paraît une évidence, et parce qu'il y a un certain nombre d'éléments qui nous gênent dans cette délibération, dans cette décision modificative.

En l'occurrence, et si je peux avoir un peu plus d'informations, parce que là, il est question d'une diminution de l'enveloppe allouée aux associations, et les questions de 6000 euros de transport pour le secteur sportif, Monsieur Marques, élu au sport, pourrait éventuellement me renseigner sur cette suppression. Ayant été élu en charge de ce secteur, je sais très bien que cette somme est salvatrice pour un certain nombre de clubs. Donc il y a un certain nombre d'éléments qui me déroutent dans ceux que vous avez présentés, et c'est la raison pour laquelle, évidemment, je voterai contre cette décision modificative.

**M. le Maire** : Je vais redonner l'apport à la Madame Francisot, voire Monsieur Henrique, mais je vous donnerai la parole, Monsieur Bataille. C'est très simple. On s'est mis dans les pas de ce que vous aviez mis en place, Monsieur Aoummis, c'est-à-dire qu'on fait des demandes de projets. Vous savez, très exactement, on a calqué ce que vous aviez fait lorsque vous étiez dans la majorité. Simplement, comme on vous l'a expliqué, nous n'avons pas dit qu'on allait diminuer, nous avons eu moins de demandes que prévu, donc cela nous a valu une économie, c'est ce que vous a expliqué Madame Francisot. C'est tout. Tout le monde est libre de présenter les dossiers. D'ailleurs, on n'en a refusé aucun. Tous ceux qui ont présenté les dossiers ont été acceptés. Il s'avère qu'il y a eu moins de demandes que l'année passée. Donc si l'année prochaine, il y a plus de demandes, on reviendra à la même somme.

Quant aux transports, les clubs sportifs n'ont pas sollicité, et je peux donner la parole à Monsieur Marques, donc il a bien fallu prendre acte que cette somme n'a pas été demandée, donc pas dépensée, et la donner. Vous remarquerez aussi quand même l'augmentation importante que nous donnons au CCAS, tellement plus importante que ces petites économies qui ont été occasionnées uniquement par un manque de demandes des concernés. Ce n'est pas du tout nous qui leur avons dit. Donc s'il y a des associations qui nous écoutent ce soir, qui ont des projets et qui veulent présenter leurs dossiers, elles sont les bienvenues, il n'y a aucun souci. Madame Francisot ?

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, loin de moi l'idée d'être impoli et de vouloir reprendre la parole de cette manière...

**M. le Maire** : Allez-y.

**M. Aoummis** : Ce que vous dites m'inquiète sur le fait que les associations ne demandent plus de subventions, ou ont moins de demandes. Cela pose la question véritablement sur la vitalité du tissu associatif sur la ville. Ce n'est pas une question, et je regrette l'absence de l'élu en charge des associations, il aurait pu nous apporter un certain nombre d'éléments factuels pour nous éclairer sur ce phénomène paradoxal. On sort quand même d'une période assez longue, d'une pandémie universelle, on sait très bien qu'il y a une situation sociale dégradée, et pas uniquement à Choisy-le-Roi, partout dans le monde, mais particulièrement aussi à Choisy-le-Roi où on est impliqué. Le fait que des associations ne demandent pas, des associations de solidarité, d'humanitaire, cela nous interpelle. On a besoin d'une vision un peu plus large sur la vitalité du tissu associatif sur notre ville. C'est important. Ce n'est pas une critique ou un reproche, c'est juste une inquiétude que je relève à travers votre réponse. Merci.

**M. le Maire** : Monsieur Aoummis, je vais dans votre sens, nous avons besoin des associations, bien sûr, qu'elles se manifestent. Si tout un chacun autour de cette table, il y a des associations qui n'ont jamais demandé de subventions, quoi que ce soit, qu'ils se fassent connaître auprès de l'adjoint aux associations. Il n'y a pas de problème. Encore une fois, nous, on a un travail, ce n'est pas à nous de créer des associations. C'est bien pour cela que nous sommes conscients de la situation de nos concitoyens, de la fragilité de certains. Nous augmentons là où nous sommes décisionnaires et où nous avons un pouvoir,



c'est l'augmentation du CCAS. Nous sommes conscients de ce que vous nous expliquez, Monsieur Aoummis. Aux associations de se manifester ou à d'autres de se créer. Il y en a peut-être qui ont arrêté, mais ce n'est pas nous qui leur avons demandé d'arrêter, ce n'est pas nous qui avons fait en sorte qu'ils arrêtent, absolument pas.

Maintenant, je demanderai à l'adjoint aux associations de vous fournir, effectivement, une situation, si vous le désirez. Pour moi, cela ne pose pas de problème. Pour les clubs sportifs, à eux d'avoir des projets de déplacement, de tournois, enfin, je ne sais pas. Nous, on répond à leurs demandes. S'ils ne nous donnent pas de demandes... Mais peut-être que Madame Francisot, si vous voulez ajouter quelque chose là-dessus ? Monsieur Henrique, qui est au sport, qui peut vous répondre.

**Mme Francisot** : Je n'ai rien d'autre à ajouter. Simplement, on arrive en fin d'année, on apure ce qu'on n'a pas utilisé, ce n'est pas une volonté. D'ailleurs, nous sommes en pleine préparation, notre ligne a toujours été claire, on ne baissera pas le montant alloué aux associations. Cette enveloppe, en tout cas, c'est simplement qu'on est en fin d'année, on apure.

**M. le Maire** : Monsieur Henrique, peut-être, pour le sport ?

**M. Marques** : Bonsoir, merci, Monsieur le Maire. Quand on parle de la vitalité du mouvement sportif, c'est un sujet que vous connaissez bien, Monsieur Aoummis. Il y a eu l'année Covid, et depuis la reprise de l'activité, énormément d'associations sportives ont vu leur effectif augmenter et leur rapport d'activité s'en trouve favorablement impacté. Et moi, je pense que l'année post-Covid des associations sportives, des dirigeantes et des dirigeants, la plupart sont restés en place. Beaucoup d'équipes éducatives sont restées en place, cela a permis d'assurer la continuité et de favoriser la reprise d'une activité dans de bonnes conditions. Je pense que la première année, ils ont été précautionneux sur la mise en œuvre de projets de déplacements en province, et éventuellement à l'étranger. Pourquoi ? Parce que pendant un an, confinement, ouverture, confinement, ouverture, avec beaucoup d'annulations, un certain nombre d'associations sportives, dont beaucoup dépendent aussi des participations, des contributions des familles pour ce type de projet, parfois, se sont retrouvées à devoir annuler ou neutraliser des déplacements parfois prévus de longue date, et parfois ne pas pouvoir récupérer des sommes qui avaient été engagées. Donc la somme qui a été évoquée, chaque euro est important, mais elle reste quand même modeste au regard d'un mouvement sportif qui, à l'heure actuelle, mobilise plus de 9000 pratiquantes et pratiquants.

Une précision quand même, l'enveloppe des subventions municipales dédiée au mouvement sportif, aux associations sportives, de 407 200 euros est exactement la même en 2022 qu'elle l'a été en 2021 et en 2020, c'est-à-dire à l'époque où l'équipe municipale précédente était encore en responsabilité. Il n'est pas du tout envisagé, à ce jour, pour l'année 2023, une diminution ou une remise en question de cette enveloppe. Donc les choses que vous avez dites, je les partage, Monsieur le Maire les partage, il me semble que ce n'est pas un sujet.

**M. le Maire** : Monsieur Bataille avait demandé la parole.

**M. Guillaud-Bataille** : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je dois vous avouer que je suis assez troublé par le côté un peu « tout va très bien, Madame la Marquise » qui entoure à la fois notre Conseil municipal de ce soir et cette décision modificative budgétaire. C'est une décision budgétaire que nous allons prendre, et chacun, ou en tout cas, je tiens à le préciser pour ceux qui nous regardent et qui seraient peut-être arrivés en retard, a pu constater que 15 membres de votre majorité ne sont pas là ce soir et n'ont pas donné pouvoir. Il y a donc 15 absents, membres de votre majorité, autour de la table, à un moment où nous allons prendre une décision. Enfin, vous allez, parce que nous allons voter contre, mais où doit se

prendre une décision budgétaire modificative. C'est évidemment assez troublant, et cela pose des questions. Il arrive que des gens soient absents, mais dans une telle marge, généralement, c'est qu'il y a une décision de ne pas être là. Pour l'un, on a appris par la presse qu'il estimait ne pas être soutenu dans une épreuve qu'il était en train de traverser, j'en prends note, mais pour les autres, pour le coup, nous sommes un peu dans le dubitatif, dans le doute, en tout cas dans la non-information sur ce qu'il se passe. Évidemment, parce que nous connaissons un peu la façon dont se gèrent les collectivités, nous ne pouvons que nous interroger s'il n'y a pas des éléments qui sont dus aujourd'hui à la dynamique de la majorité municipale et au choix que fait la majorité municipale, surtout lorsqu'il y a une décision modificative budgétaire sur la table. Donc c'est une interrogation qui nous traverse, et dont les Choisyens, je crois, doivent être informés.

Bien évidemment, nous partageons avec vous la situation dramatique des collectivités à l'échelle nationale, impactées, qui plus est aujourd'hui, par une hausse des coûts de l'énergie que reconnaît évidemment l'ensemble du pays, même de la planète, et particulièrement les collectivités. Vous nous trouverez à vos côtés bien évidemment s'il s'agit de dénoncer l'abandon de l'État. Pour autant, lorsque nous regardons en détail cette décision modificative, des questions nous viennent, ou plutôt si vous me permettez, aussi des opinions.

D'abord, vous avez cité à plusieurs reprises l'augmentation du CCAS. Ne nous racontons pas d'histoire, cette augmentation est due au fait que sont inclus à présent les personnels du CCAS dans le budget du CCAS, et qu'ils ont aussi connu une hausse de l'énergie. Donc nous dire que vous avez augmenté le CCAS pour des raisons sociales est, à mon avis, marginal dans l'enveloppe d'augmentation du CCAS. Donc ne racontons pas n'importe quoi aux Choisyens, la réalité est que cette augmentation est due à l'intégration des personnels du CCAS dans son enveloppe.

Deuxième chose sur les subventions aux associations. Vous nous dites : « Non, c'est parce qu'on ne nous a pas demandé, etc. », vous nous faites une liste. Nous vous avons demandé une liste précise en commission, Madame l'Adjointe. Cette liste, nous l'avons redemandée en Conférence des présidents. Ce soir, nous nous asseyons, on ne nous a communiqué aucune liste. Elle a été faite à l'oral, mais j'ai pris rapidement les chiffres, on arrive à 33 000, donc il manque 10 000. 10 000 euros n'ont pas été attribués, en tout cas sont retirés, dont on ne nous a pas communiqué d'où ils avaient été retirés. C'est embêtant évidemment pour les conseillers municipaux que nous sommes, mais je crois que c'est embêtant pour les Choisyennes et les Choisyens. D'autant qu'il se dit que certaines associations, qui pourtant s'étaient vu notifier leurs subventions au moment de l'adoption du budget, ne l'ont toujours pas reçu sur leur compte en banque, ce qui les met parfois dans des situations très précaires, évidemment, budgétaire.

Enfin, et vous me permettrez de revenir là-dessus, il y a des éléments lourds dans cette modification budgétaire sur la question des investissements reportés. J'entends : « On n'a pas pu, on n'a pas eu le temps, cette année, ce n'était pas là, cela n'a pas pu se faire, etc. », mais enfin, au bout d'un moment, quand cela s'accumule dans de telles proportions, soit il y a une difficulté à faire, soit il y a une tendance à la procrastination. Mais il va falloir nous éclairer, parce que le nombre de projets qui sont reportés nous inquiète grandement, d'abord parce qu'il touche aussi à des questions de fond. Ne pas avancer sur l'amélioration énergétique d'une école, ne pas lancer une étude sur un groupe scolaire, ne pas avancer sur le sol du gymnase, tout cela, je crois, est de mauvaise gestion. C'est d'autant plus de mauvaise gestion que nous allons être confrontés, pour le coup, comme toutes les collectivités, notre collectivité Choisy-le-Roi sera confrontée aussi à cela, c'est une hausse des taux d'intérêt qui ne va cesser d'augmenter, d'ailleurs, et chacun en est bien conscient. Cela fait partie des difficultés, j'imagine, que vous rencontrez pour boucler votre budget.

Or, tout ce qui n'a pas été lancé cette année, tout ce qui n'a pas été regardé cette année, et qui sera regardé l'année prochaine, de facto, l'argent que vous devrez emprunter l'année prochaine coûtera beaucoup plus cher que l'argent que vous auriez dû emprunter cette année si vous aviez réalisé des projets que vous aviez budgétés. Et donc, là encore, c'est un élément de mauvaise gestion au moins conjoncturelle de faire cela.

Pour finir, je vais vous faire une fleur puisque je ne veux pas qu'on dise que je ne fais que tirer sur l'ambulance, les 900 000 euros de vidéoprotection, cela ne m'étonne pas, étant donné les délais que l'État met à remplir ses obligations en la matière, encore qu'il ne cesse de clamer son attachement à aider les collectivités là-dessus. Évidemment, pour ma part, je ne partage pas ces dépenses somptuaires. Je veux vous alerter dans la construction de votre maquette budgétaire, et notamment sur la question de la police municipale, dont nous verrons d'ailleurs dans une autre délibération qu'il y a eu une augmentation sensible des coûts des locaux de la police municipale au gré du vent, mais je vous le dis, il y aura devant le tribunal administratif très bientôt une question qui sera posée au budget de la région Île-de-France. Or, il me semble avoir lu dans un certain nombre de projections de votre part que vous comptiez sur l'argent de la région pour vous aider à finaliser tant votre police municipale que votre vidéosurveillance. Nous n'avons plus qu'à espérer pour vous. Évidemment, comme je suis un de ceux qui ont fait le recours devant le tribunal administratif, je vais espérer l'inverse, que le bouclier de sécurité de la région ne disparaîtra pas au tribunal administratif, ce qui serait encore, évidemment, un mauvais coup pour le budget de notre ville, en tout cas pour votre budget.

**M. le Maire** : Bien. Écoutez, Monsieur Bataille. Les décisions reportées, ce n'est pas parce qu'on ne veut plus les faire, nous sommes dans une collectivité. Je vais énumérer, d'ailleurs, nous allons nous adresser à la population pour énumérer tout ce que nous avons fait en à peine deux ans, et surtout, l'héritage que nous ont laissé vos amis. Vous voyez, en ce moment, on est en train de refaire la rue des Pâquerettes, cela ne faisait que 12 ans que les habitants réclamaient de refaire la rue des Pâquerettes. Quand vous dites que l'on n'a pas investi et que l'argent va coûter plus cher, savez-vous, Monsieur Bataille, lorsqu'une collectivité, quelle que soit sa couleur politique, lorsqu'on élabore un projet, combien de temps il faut pour le réaliser ? Vous pouvez me répondre ? Mais répondez-moi, je vous pose une question. Non, je vous demande de me répondre. Soit vous me répondez... Non, mais je vous pose une question précise, Monsieur. Je vous demande combien de temps il faut lorsqu'une collectivité pense réaliser...

**M. Guillaud-Bataille** : Écoutez, Monsieur le Maire...

**M. le Maire** : Je vous demande, parce que cela fait partie de ma réponse.

**M. Guillaud-Bataille** : D'abord, je ne suis pas à l'école.

**M. le Maire** : Il ne s'agit pas d'être à l'école, Monsieur Bataille. C'est pour éclairer...

**M. Guillaud-Bataille** : Et d'autre part, Monsieur le Maire, vous les avez inscrits au budget, ces éléments-là. Vous estimiez qu'ils allaient pouvoir être réalisés, sinon vous ne l'auriez pas mis au budget, quand même.

**M. le Maire** : Monsieur Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Donc vous estimiez que ces projets étaient prêts, puisque vous les avez budgétés. Enfin, qu'est-ce que c'est que cet effet de manche ?

**M. le Maire** : Je ne vous ai pas interrompu, Monsieur Bataille, cela se passait bien. Faisons que cela se passe bien. Attendez, j'ai le droit, quand même... Vous voulez bien écouter ma réponse ?

**M. Guillaud-Bataille** : Vous m'interpellez, je vous réponds.

**M. le Maire** : Cela fait partie de ma réponse, pour répondre précisément...

**M. Guillaud-Bataille** : Ce n'est pas une réponse, Monsieur le Maire, puisque vous les avez mis dans votre budget. Ce n'est pas moi qui ai fait votre budget.

**M. le Maire** : Est-ce que vous pouvez, Monsieur, me laisser finir ? Sinon, quand vous allez parler, je vais vous interrompre sans cesse.

**M. Guillaud-Bataille** : Vous m'avez posé une question, j'ai répondu.

**M. le Maire** : Monsieur, vous ne répondez pas à ma question, vous en êtes libre, ne répondez pas, c'est parce que vous ignorez la réponse. Pourquoi je vous pose cette question ? C'est parce que les délais...

**M. Guillaud-Bataille** « C'est parce que les délais... », Monsieur le Maire, continuez.

**M. le Maire** : Monsieur, est-ce que le maire, dans votre conception de la démocratie, a le droit de vous répondre ? Sinon, je ne réponds pas, on vote, on passe au point suivant. Je vous réponds.

Je vous invite à regarder les budgets de toutes les villes de France et de Navarre, quelle que soit leur couleur politique, et le nombre de projets qui est reporté. Et si vous voulez conserver cela, je peux vous faire sur 10 ans, sur l'ancienne majorité, donc vos amis, sur le nombre de projets reportés qu'ils nous soumettaient à chaque budget. Alors, maintenant, je vais vous dire tout ce que nous avons fait et ce que nous allons faire. Voilà. Surtout... Madame Desprès, vous le savez bien, arrêtez. Reprenez les choses où j'ai voté contre et tout ce que j'ai voté pour. Arrêtez. Et de toute façon, oui, j'ai voté des choses contre, mais j'ai voté beaucoup de choses pour. C'est tout. C'est très bien, je vous en remercie pour Choisy, parce que nous sommes élus. À 70 %, il faut faire fonctionner la machine, et donc il n'y a pas de secret. Qu'on soit vert, rouge, droite, gauche, machin, les textes sont là et il faut que la municipalité avance.

Sur les points précis, nous avons des investissements qui ont 20 à 30 ans de retard. Nous devons construire une nouvelle piscine. Nous devons construire un nouveau gymnase, Léo Lagrange. Nous devons faire une école dans le quartier nord qui était prévu depuis 7/8 ans, qui n'a pas été fait par l'ancienne majorité. Ce sont des projets très lourds qui demandent, entre le point de départ où on les pense et le point où ils vont se réaliser, dans le meilleur des cas, 7 ans. Si vous trouvez des communes qui font cela en moins de 7 ans, vous me les présentez et j'irais leur demander conseil parce que je ne sais pas tout.

Donc nous faire ce procès sur une DM, qu'allez-vous dire sur un budget ? C'est une simple DM. Mais vous voterez contre, je vous rassure, Monsieur Bataille, je vous rassure, les Choisyennes et les Choisyens ne manqueront pas de voter contre nous, ils vous écoutent. S'ils adhèrent à vos arguments, mais ils voteront contre nous. Nous sommes sereins. En 2026, il y aura l'épreuve de vérité. Nous travaillons d'arrache-pied avec conscience, nous savons tous ce que nous avons déjà fait pour cette ville dont les Choisyennes et les Choisyens se rendent compte et nous en félicitent. Maintenant, nous avons bien sûr des gens mécontents, pour la plupart ce sont ceux qui ont voté contre nous et pour l'ancienne majorité, il est tout à fait normal qu'ils ne reconnaissent pas ce que nous faisons. Enfin, «

tout à fait normal », non, parce qu'ils pourraient quand même... Quelques-uns reconnaissent, quand même.

Sur les investissements, nous travaillons dessus. Si je vous parle du Lugo, où l'ancienne majorité s'est cassé les dents dessus pendant 10 ans, nous-mêmes nous nous cassons les dents dessus provisoirement, mais le projet avance. Eux aussi, ils ont dû le reporter. C'est ainsi. C'est la marche des collectivités. L'urgence dans notre ville, c'est notre piscine, le gymnase et l'école dans le nord pour Cachin. Si le projet Lugo ne décolle pas, le projet ne démarrera pas. Voilà.

Comment ? La cuisine fait partie de ces projets où vos amis ont livré pieds et poings liés notre commune au SIRESCO à une époque où ils avaient 2 millions d'euros de déficit, et où actuellement, ils sont à 4 millions de déficits, où vous avez des communes communistes qui quittent le SIRESCO devant le danger que représente ce syndicat. Au point que nous avons eu un Conseil d'administration il y a deux jours, ils changent les règles en cours de route pour nous obliger à payer beaucoup plus que ce que nous devrions payer pour en sortir. Mais nous en sommes sortis, promesse tenue auprès des habitants. Et cela ne concerne pas, là, ou indirectement, cela concernera le budget lorsque nous aurons trouvé un terrain parce qu'il faut trouver un terrain pour construire cette nouvelle cuisine, parce que l'ancienne, ce que nous avons indiqué, c'est que nous réutiliserions l'ancienne cuisine, mais là encore, mauvaise surprise, aucun investissement n'a été fait dans cette cuisine. Ce n'est pas moi qui étais aux affaires, elle n'est plus utilisable, donc nous faisons une nouvelle cuisine. Mais si, c'est une surprise. On ignorait qu'on ne pourrait pas réutiliser la cuisine, je suis désolé. Nous l'avons écrit, que nous réutiliserions l'ancienne cuisine. Nous étions de concert. Écoutez, je termine et vous me demandez la parole, et je vous la donne.

Maintenant, sur les écoles, les investissements des écoles, les cours oasis, nous sommes parmi les premières villes à les faire. L'augmentation du budget propreté, nous avons signé un nouveau marché qui augmente le budget propreté de 500 000 euros. Il faut que je répète ici ce que nous avons pour le budget sur les arbres de la ville lorsque nous sommes arrivés, 18 000 euros. Il est de combien aujourd'hui, le marché ? Nous l'avons passé à combien ? 1,5 million. Alors, vous avez le droit de dire et de critiquer notre action, vous êtes dans l'opposition, c'est de bon ton, mais j'ai le droit aussi de rétablir la vérité, j'ai le droit aussi d'être satisfait des encouragements des Choisyennes et des Choisyens, cela nous met du baume au cœur. Nous continuons à travailler, vous continuerez à critiquer et à voter contre notre budget. Et en 2026, le peuple souverain soit nous reconduira, soit on nous enverra à la maison, ce que nous acceptons par avance, non pas d'être renvoyé à la maison, mais leur choix. Et je n'ai pas la moindre inquiétude sur leur choix si nous commençons.

Madame Francisot vous a indiqué, parce que nous avons quand même de très bonnes nouvelles, à la suite de notre travail de débutants, comme on nous avait indiqué à l'époque, qu'on ne tiendrait que trois mois, vous avez rappelé la crise Covid, rien ne nous aura été épargné, deux ans de Covid, la crise en Ukraine, et pourtant, on avance. Et pourtant, vous voyez, Rouget de Lisle, il y a des coques Orix murés tout blancs. Deux maires ont échoué, et je ne leur jette pas la pierre tellement c'était difficile. Normalement, ces locaux appartiennent à la ville. Pendant 10 ans, ils n'ont pas réussi à passer chez le notaire. En moins de deux ans, j'ai travaillé nuit et jour sur ce projet, et je veux remercier ici le service juridique de la ville, le service urbanisme, ma direction, mon cabinet, ma chef de cabinet, mon directeur de cabinet qui se sont dépensés sans compter. Nous avons signé ce contrat. La ville a récupéré ce qui lui était dû. Cela rapporte 2 millions d'euros au budget, mais ce n'est pas cela, le plus important. 2 millions d'euros bouffés par l'augmentation des énergies. On avait eu l'intention de faire bien autre chose avec 2 millions que de se les faire bouffer par l'augmentation des fluides. Le plus important, c'est que je peux indiquer aux Choisyennes et aux Choisyens que fin avril va ouvrir à Choisy-le-Roi le plus grand centre d'imagerie médicale d'Île-de-France

avec une IRM dernier cri dont l'hôpital Mondor a protesté auprès de l'ARS qu'il soit installé à Choisy-le-Roi. Voilà ce qu'il me plaît de faire pour mes concitoyens. Rien que cela, je peux dormir tranquille. Je pourrais même retourner à la maison aujourd'hui, parce que c'est fantastique, ce qui va être installé. Parce que toutes les Choisyennes et les Choisyens qui devaient aller dans les villes aux alentours, ils auront de la mammographie, des scanners, des IRM, des spécialistes sur site, et les professeurs nous ont assuré que cela va ouvrir fin avril.

Alors, oui, on ne fait rien. On ne fait rien. Madame ?

**Mme Fourniaud** : Excusez-moi, j'avais demandé la parole avant. Finalement, on n'a pas eu vraiment de réponse sur les associations. Comme on avait demandé la liste des associations qui avaient été...

**M. le Maire** : Tout ce qui a été voté sur les associations, vous les avez lorsque c'est passé au Conseil.

**Mme Fourniaud** : On n'a pas la liste des associations...

**M. le Maire** : Si, la liste, mais attendez, reprenez le Conseil, toutes les subventions aux associations sont annotées dans les délibérations. Vous n'avez pas une délibération, puisqu'on les vote, il y a forcément le nom de l'association et le montant qui lui est alloué.

**Mme Fourniaud** : Donc lesquelles n'ont pas été servies, en fait, c'était cela, ma question. En conférence... Pardon.

**M. le Maire** : Attendez. S'il vous plaît. Le 22 juin et le 18 mai, cela a été voté ici, vous aviez les noms. Maintenant, Madame, on peut essayer de faire un récap de cela, a priori, on ne m'a pas fait part lors de réunions, je ne vous reproche rien, mais il me semble qu'en réunion des présidents de groupe, vous n'avez pas réitéré cette question.

**Mme Fourniaud** : Si, excusez-moi...

**M. le Maire** : Excusez-moi, je vous réponds, on ne m'en a pas fait part.

**Mme Fourniaud** : Monsieur Guillerme est derrière vous, donc il vous le confirmera, on était tous les deux à la Conférence des présidents.

**M. le Maire** : On ne m'en a pas fait part.

**Mme Fourniaud** : On demande juste cette liste des associations pourvues ou non, c'est tout.

**M. le Maire** : Écoutez, Madame. Je ne sais pas sous quelle forme vous la voulez, je vous dis que cette liste, elle est publique, cela a été voté ici même le 18 mai et le 21 juin. Tous les documents vous sont donnés. Vous n'étiez peut-être pas là, je ne sais pas, vous êtes arrivée quand, Madame ? Vous n'étiez peut-être pas là, mais vos collègues qui sont ici, qui sont avec vous dans votre groupe, ils ont les délibérations, puisqu'on vous laisse les documents. Il suffit de vous reporter sur les Conseils municipaux et les délibérations des 18 mai et du 21 juin, vous aurez l'intégralité des associations avec le montant qui leur a été alloué.

**Mme Fourniaud** : On veut le détail.

**M. le Maire** : Mais le détail de quoi ? Il est dans les délibérations, Madame. Je ne comprends pas quel détail vous voulez.

**Mme Desprès** : Monsieur le Maire, s'il vous plaît, puis-je avoir la parole ?

**M. le Maire** : Attendez, si vous pouvez éteindre les micros, il y a Madame Desprès qui veut la parole.

**Mme Desprès** : Je crois qu'il y a un malentendu. Ce que nous voulons, en tant que groupe, c'est la liste des associations qui n'ont pas reçu de subvention par rapport aux autres années.

**M. le Maire** : Mais il n'y en a aucune.

**Mme Desprès** : Je finis, s'il vous plaît. S'il y a un différentiel financier, c'est qu'il y a des associations qui n'ont pas eu leur subvention par rapport à l'année dernière. Nous l'avons demandé en Commission finance, et notre présidente l'a demandé en Commission de direction.

**M. le Maire** : J'ai compris, Madame Desprès. Honte à moi de ne pas avoir compris plus tôt la manœuvre où vous voulez m'emmener. Et bien Madame, sachez qu'en ce qui concerne l'OTSI, c'est une affaire entre sa présidente, moi-même et certains de vos amis. Et certains de vos amis, Madame. Un office de tourisme n'est pas là pour faire de la politique, Madame.

**Mme Desprès** : Vous me prêtez des intentions que je n'avais absolument pas, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Si ce n'est pas le cas, alors je vous donnerai, si ce n'est pas le cas, parce qu'il y a cet Office qui est concerné, donc s'il y a des associations qui n'ont pas eu de subventions, c'est qu'il y a des raisons qui ne sont pas politiques. Il y en a une seule qui est dans ce cas-là... Attendez, s'il vous plaît. Je suis désolé, si des associations ne sont pas en règle ou ont des projets qui ne tiennent pas la route, comme Monsieur Aoummis en son temps ne donnait pas de subventions, puisque j'étais à la Commission et je me souviens de nombre d'associations dont le dossier n'était pas recevable, je suis désolé. Donc s'il y a des associations qui n'ont pas reçu de subvention, ce qui peut être possible, on vous les donnera, et on vous donnera les raisons pour lesquelles ils n'ont pas eu de subventions. Là, je comprends mieux.

**Mme Desprès** : Merci, c'est ce que nous voulons.

**M. le Maire** : Eh bien, très bien, vous l'aurez. Moi, je pensais qu'on me demandait la liste des associations... Elle est dans les délibérations. J'ai compris, c'est celles qui n'en ont pas eu, vous aurez la liste.

**M. Guillaud-Bataille** : J'ai bien compris que vous aviez compris, mais Monsieur le Maire, on joue un peu... Vous jouez un peu parce que nous l'avons demandé en Commission, cette liste.

**Mme Francisot** : C'est faux, vous ne m'avez pas demandé de liste en Commission.

**M. Guillaud-Bataille** : Si, en Commission, Madame, je vous ai demandé...

**M. le Maire** : Bon, écoutez. Monsieur Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Je vous ai demandé la liste des sommes qui correspondaient...

**M. le Maire** : Monsieur Bataille, je viens de répondre à Madame Desprès, vous allez avoir cette liste. Voilà. On ne va pas passer la soirée là-dessus, je prends l'engagement que vous aurez cette liste.

**M. Guillaud-Bataille** : Monsieur le Maire, vous allez nous faire voter, vous allez nous demander de voter...

**M. le Maire** : De voter quoi ?

**M. Guillaud-Bataille** : De voter une modification budgétaire dans laquelle sont inscrites ces réductions.

**M. le Maire** : Oui.

**M. Guillaud-Bataille** : Et vous nous dites : « Vous aurez les informations après le vote », y compris, apparemment, même les membres de votre majorité auront l'information après le vote.

**M. le Maire** : Mais qu'est-ce que vous racontez ?

**M. Guillaud-Bataille** : Vous demandez au Conseil municipal de voter des éléments budgétaires en aveugle.

**M. le Maire** : Monsieur Bataille. Vous allez voter contre, on a compris, vous allez voter contre cette décision. Madame Desprès nous demande...

**M. Guillaud-Bataille** : Sans information, puisque vous ne nous les donnez pas le jour du vote.

**M. le Maire** : Monsieur Bataille. Il y a une commission où vous pouvez assister, vous avez toutes les informations.

**M. Guillaud-Bataille** : J'y étais, j'ai posé la question.

**M. le Maire** : S'il vous plaît. Il y a des personnes qui étaient là, vous dites que vous y étiez et que vous avez posé les questions, très bien. Dorénavant, je vous invite à poser vos questions par écrit, on vous répondra. Écoutez, Madame Francisot vous dit que vous n'avez pas posé la question. Donc maintenant, on va faire quelque chose de très simple...

*Intervention hors micro*

**M. le Maire** : Écoutez, Monsieur Bataille. Si vous voulez faire comme vos amis de la Nupes à l'assemblée, moi, j'arrête tout de suite. On a demandé la liste des associations qui n'ont pas été financées, je vous ai dit : « Le maire s'engage à vous la donner », je ne vois pas en quoi cela va faire avancer quoi que ce soit, mais c'est votre problème. Vous en ferez ce que vous voudrez, vous écrirez à la population, vous vous baladerez dans les rues avec un haut-parleur si vous voulez. C'est la démocratie, vous ferez ce que vous voudrez. Nous sommes parfaitement tranquilles sur la transparence et la justice que nous apportons à l'octroi des associations. Donc maintenant, cela suffit. J'ai répondu à Madame Desprès, elle aura la liste des associations, s'il y en a ou pas, je n'en sais rien, je ne suis pas directement, moi, association par association. Je demanderai à l'adjoint aux associations de vous fournir la liste de dossiers éventuellement refusés, et pourquoi ils ont été refusés. Je me permettrai aussi d'y adjoindre le nombre d'associations qui n'ont pas été subventionnées par l'ancienne majorité. D'accord ? Voilà.



**Mme Desprès** : Si cela vous fait plaisir...

**M. le Maire** : Alors, on peut passer au vote ? C'est très clair, on a longuement délibéré là-dessus. Je pense que les Choisyennes et les Choisyens ont compris ce que vous voulez leur dire. La réponse vous est apportée, voilà. S'il y a d'autres interventions ? Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi** : Merci. Mes chers collègues, je reviens à l'essence même du budget qui est censé être une gestion en bon père de famille. Je me suis amusé à repointer quelques dépenses qui me semblaient un peu somptuaires et pas forcément adaptées. On a par exemple pour 40 000 euros l'installation de stores électriques. Est-ce qu'il était d'usage d'installer des stores électriques à la mairie pour 40 000 euros ? J'ai listé 50 000 euros de showman lors de la Fête de la ville, est-ce qu'il était utile de dépenser 50 000 euros pour une heure de show ? Je ne suis pas contre les fêtes, mais je pense que quand on doit faire des économies, on commence aussi par cela. 8500 pour le personnel. Je n'ai rien contre le personnel, mais il y a d'autres moyens de faire la fête.

Il est notamment question de la préemption d'un bien à usage d'établissement hôtelier au 107, avenue Anatole France pour 496 000 euros, plus les frais d'avocat parce qu'il y a un recours qui va durer deux, trois ans. Est-ce que ce bâtiment a une importance pour les Choisyens ? Est-ce que dans la vie quotidienne des Choisyens, il y avait matière à aller acheter cette ruine pour en faire quelque chose d'autre ? Non, je ne le crois pas. Et en cela, évidemment, nous aurions pu faire des économies.

Ce n'est pas tout, j'en ai d'autres. Qu'est-ce qu'on retrouve ? Le contrat de mission pour la publicité extérieure à 7200 euros... Excusez-moi, je suis dans mes recherches. Enfin, bon, bref, il y en a plein. C'est de la gabegie. Je l'ai estimé, moi, à 750 000 en investissement, donc évidemment, 750 000 euros, quand on les met bout à bout, ce n'est pas rien. Vous vous êtes étonnés, Monsieur le Maire, de perdre vos 2 millions de ventes des coques Orix parce que cela va partir en fluides. Si vous aviez mieux géré nos deniers publics, l'argent des Choisyens, c'est 750 000 de moins que vous auriez en dépenses.

Alors, ce n'est pas tout, il y a quand même des dépenses qui sont plus importantes que d'autres. La rénovation de Victor Hugo pour lequel nous sommes subventionnés, cela, c'était une dépense qui était importante qui n'a pas eu lieu. Elle n'a pas eu lieu, j'entends très bien qu'il n'y avait peut-être pas les moyens humains pour traiter une demande de travaux et que ce sera réinscrit l'année prochaine, mais du coup, il faudra attendre le mois de juillet/août 2023 pour effectuer ces travaux de rénovation. Qu'est-ce qu'on a encore ? Les véhicules de fonction, notamment électriques ou hybrides, puisque certains préfèrent l'hybride. Là encore, je pense qu'on est dans la gabegie.

J'embraye sur le point qu'ont soulevé les autres membres de l'opposition par rapport à l'Office du tourisme. Vous dites, Monsieur le Maire, que ceux qui sont venus là, à l'Office de tourisme, ce n'était pas pour faire de la politique. Vous-même, vous y étiez avec d'autres élus de la majorité. Si ce n'était pas pour faire de la politique, pourquoi était-ce ? Vous avez décidé de démissionner quand Monsieur Druart n'a pas été élu trésorier. Voilà, j'en ai d'autres.

Moi, je suis prêt à entendre tout ce que vous avez à dire. Maintenant, il faut rester un peu cohérent. Les chiffres, ils sont là. Ce ne sont pas mes dépenses, ce sont les vôtres. C'est vous qui avez engagé près de 750 000 euros...

**M. le Maire** : Très bien.

**M. Habi** : Je termine, s'il vous plaît. C'est vous qui avez engagé pour 750 000 euros...

**M. le Maire** : On a compris.

**M. Habi** : Mais je peux conclure ? Je ne vous interromps pas.

**M. le Maire** : Vous avez dit que vous aviez fini.

**M. Habi** : Je suis en train de parler.

**M. le Maire** : Alors, continuez...

**M. Habi** : Merci. Donc 750 000 euros de dépenses inutiles, c'est celles que j'ai listées, après, il y en a peut-être d'autres que je n'ai pas vues. Non, je ne vais pas voter pour cette décision modificative. Là, j'ai terminé, c'est à vous. Si vous pouviez répondre uniquement...

**M. le Maire** : Merci de me donner la parole, Monsieur Hacène.

**M. Habi** : À l'aspect budget et pas à ma personne, comme vous avez l'habitude de le faire, cela m'arrangerait.

**M. le Maire** : Monsieur Hacene Habi, je vais répondre aux points que vous évoluez. Je veux simplement vous rappeler que lorsque j'ai expliqué, et que l'achat de cet hôtel que nous avons préempté, cher Monsieur, j'invite les Choisyennes et les Choisyens à vérifier, vous avez voté pour. Cela s'est passé il y a deux mois, Monsieur Hacene Habi. Vous avez voté pour. Vous m'avez demandé pourquoi je préemptais cet hôtel, j'ai expliqué. Non, Monsieur Habi, je parle.

**M. Habi** : On n'a pas voté pour cela, Monsieur, vous mentez.

**M. le Maire** : Monsieur Habi, je parle. C'est incroyable.

**M. Habi** : Ce sont les décisions du maire, ce n'est pas un vote.

**M. le Maire** : Monsieur Habi, il y a eu un Conseil municipal où cela a été voté à l'unanimité. Vous m'avez posé la question de pourquoi la ville achetait cet hôtel et le préemptait, Monsieur Habi. J'ai expliqué ici pourquoi nous avons préempté cet hôtel. Vous avez voté pour. Très bien. Le prochain Conseil municipal, j'amènerai les délibérations. Je demande à ma direction générale d'amener au prochain Conseil municipal la liste des personnes qui ont voté pour, vous avez voté pour, et après mes explications, vous m'avez dit textuellement : « Cela me va ». Maintenant, de toute façon, ce que vous venez de dire sur cet hôtel, sur la raison pour laquelle on le préempte, cher Monsieur Habi, vous allez vous adresser aux gens qui sont dehors cet hiver par moins 5 ou moins 10. Je redonne les explications de la préemption de cet hôtel dont nous sommes très fiers d'avoir préempté, et donc il est scandaleux que les marchands de sommeil qui voulaient se l'approprier nous attaquent. Oui, nous avons pris le risque, avec ma majorité, de préempter cet hôtel parce qu'un marchand de sommeil voulait créer des chambres à 1500 euros par mois et exploiter la misère humaine. Donc vous expliquerez, vous, aux Choisyennes et aux Choisyens, que vous êtes contre le fait d'essayer d'héberger des personnes en rupture d'hébergement qui se font ignoblement exploiter par les marchands de sommeil. Nous avons donc préempté cet hôtel, et nous effectuerons les travaux nécessaires pour plafonner les prix à 700 ou 800 euros par mois si la crise énergétique nous laisse tranquilles au lieu de 1500. Et je remercie l'opposition d'avoir compris cela, parce qu'ils ont voté pour.

Pour les autres explications que vous soulevez, les stores. Et bien, je suis désolé, Monsieur Hacène Habi, vous irez dire aux agents de la ville qui nous ont dit que pendant la canicule, les stores étaient tous tordus, pour la moitié inutilisables, qu'ils ne pouvaient plus travailler

puisque'il n'y a pas l'air conditionné, dans de telles conditions. Donc nous avons fait, Monsieur Habi, des devis, nous avons remplacé les stores de notre commune inutilisables pour le bien-être des agents, dont c'est une recommandation des syndicats. Et donc, vous irez expliquer aux agents que s'ils sont en plein soleil sans clim, sans rien, toute la journée, qu'il ne faut pas remplacer des stores qui avaient 15 ans et qui devaient être remplacés. Un bâtiment communal demande de l'entretien, et le prix que cela a coûté, vu le nombre important de stores, c'est 40 000 euros. Mais je note que vous êtes contre entretenir les bâtiments communaux, et que le confort des agents, et veiller à leur bien-être, c'est de la gabegie, c'est ce que vous avez dit.

La Fête des agents, Monsieur, oui, Monsieur Hacène Habi, nous dépensons de l'argent pour récompenser les agents qui, lorsqu'il y a eu des tempêtes, sont sortis à 3 heures du matin, 4 heures du matin, sans compter leurs heures. Oui, et nous maintenons cette année la Fête des agents, alors que depuis que je suis élu, je ne fais pas de vœux du maire. Mais nous maintiendrons la Fête des agents qui le méritent face aux efforts qu'ils font, malgré les difficultés.

**M. Habi :** J'espère bien que vous retenez la Fête des agents.

**M. le Maire :** Mais bien sûr qu'elle est retenue. Donc vous expliquerez, Monsieur Habi, aux agents de cette commune que dépenser de l'argent pour les remercier de leur dévouement, c'est de la gabegie. Qu'est-ce que vous avez encore sorti comme ineptie ? Des sommes à 6 euros, 7000 euros, 10 000 euros. Toutes ces sommes sont faites dans l'intérêt des agents ou des Choisyens. Donc que vous êtes contre, nous avons bien compris, vous aussi, vous pouvez tracter et dénoncer cela. Je sais ce que vont en penser les Choisyens, les agents, etc. J'espère qu'ils nous écoutent, qu'ils ont bien compris vos positions sur ce plan-à.

Nous en avons fini, vous avez eu la parole, Monsieur Habi. Je redonne la parole à ceux qui veulent intervenir et on procède aux voix. La démocratie, Monsieur Hacène Habi, vous avez eu la parole, vous êtes contre, nous faisons de la gabegie, je le répète, je répète vos paroles, les Choisyennes et les Choisyens doivent comprendre que nous faisons de la gabegie, nous avons compris.

**M. Habi :** Ce n'est pas parce que cela vous dérange que je dois me taire.

**M. le Maire :** Monsieur Hacène Habi, il n'y a rien qui me dérange.

**M. Habi :** Alors, laissez-moi parler.

**M. le Maire :** Je vous redonnerai la parole sur le prochain point, il est temps de passer au vote, parce qu'on a de nombreux autres points à avoir.

**M. Habi :** J'en ai pour deux minutes.

**M. le Maire :** Et que chacun... Alors, allez-y pour deux minutes.

**M. Habi :** Merci. Donc ce n'est pas un vote, mais c'était le compte rendu des décisions L-2122, c'est de cela dont nous avons parlé, donc aucun de nous n'a voté pour la préemption. Premier point.

Deuxièmement, ce bâtiment, il ne va pas être utilisable cet hiver ni l'hiver prochain ni les deux, trois années qui vont arriver, puisque si on engage des travaux et qu'on perd ce recours, le bâtiment, on l'aura dans l'os, avec les travaux qui vont avec. En revanche, puisque vous avez le cœur sur la main et que vous souhaitez loger des personnes qui sont sans domicile, je vous rappelle que la mairie dispose d'une dizaine de logements rue Blanqui

qui sont vacants et qui pourraient tout à fait servir, même dès cet hiver, pour des personnes qui sont dans le froid. Voilà. Là, j'en ai terminé, merci.

**M. le Maire** : Très bien. Eh bien, Monsieur Habi, vous venez encore de dire une contrevérité. Mais cela, nous y sommes habitués maintenant. Je vous invite à travailler vos dossiers, cet hôtel, nous l'utilisons d'ores et déjà, Monsieur. D'ores et déjà, nous avons un accord avec le gérant qui est dedans qui loge actuellement des personnes à 700 euros par mois plafonnés. Dès demain, quelqu'un qui est dans la rue, qui a froid, s'il y a une chambre là-bas, 700 euros par mois. Non, Monsieur, je viens de dire entre 700 et 800 euros par mois, je n'ai jamais dit 500. Pour le coup, sur les collectivités, vous avez posé la question au Conseil, cela, c'est exact, je vous ai expliqué. Votre réponse, c'est que vous étiez d'accord, vous avez dit : « Cela me va ». Maintenant, si cela ne vous va pas, je suis d'accord pour que vous l'exprimiez auprès de la population et auprès des gens. Monsieur Habi, vous avez raison...

**M. le Maire** : Monsieur Habi, cela suffit.

**M. Habi** : Votre déclaration : « Avec des prix plafonnés à 500 euros par mois pour aider les personnes en déshérence », c'est vous qui l'avez dit.

**M. le Maire** : Alors cela, c'est une coquille, c'est une erreur. Ce n'est pas 500. Le prix qui est convenu avec le gérant actuel... 500, c'est intenable, surtout avec les frais. C'est une coquille, je suis désolé. De toute façon, déjà, faire 700 ou 800 au lieu de 1500, ce sont les prix convenus par les marchands de sommeil, c'est beaucoup. Alors, peu importe maintenant si vous étiez d'accord ou pas, aujourd'hui, vous n'êtes pas d'accord pour qu'on prenne des gens qui sont à la rue et qu'on les aide à être à l'abri. C'est pour cela que nous avons préempté cet hôtel. Si, vous dites que c'est de la gabegie, qu'il ne fallait pas le faire, donc vous ne l'auriez pas fait, vous. Nous, nous l'avons fait. On en reste là, et vous avez le droit de le faire savoir.

Donc s'il y a d'autres interventions, sinon, on peut procéder au vote, parce qu'il y a les points suivants qui sont un peu plus rapides. Y a-t-il d'autres interventions ? Non, on peut passer au vote.

Alors sur les finances, sur le point n°8, la décision modificative au budget principal numéro 2. Y a-t-il des votes contre ? Très bien. Abstentions ? Voilà. Le reste, c'est pour. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°8*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 8

MM. HABI Hacène, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika.

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°8 est adoptée à la majorité*

### → 9. Décision modificative n°2 : Exercice 2022 Budget annexe des Parkings

**M. le Maire** : Ensuite, le point n°9, toujours dans les décisions modificatives. Là, du très classique sur le budget annexe des parkings. Je redonne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Alors, pour ce qui concerne les parkings, seule la section de fonctionnement est diminuée de 64 300 euros pour cette décision modificative.

Pour ce qui est des dépenses, nous ajustons à la base les charges à caractère général pour un montant de 59 200 euros, et charges exceptionnelles de 5100 euros. À ce titre, en recettes, la subvention d'équilibre de la ville est diminuée de 65 000 euros, ce qui la porte à 294 000 euros pour 2022.

**M. le Maire** : Bien. Sur ce point classique, y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°9*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité*

### → 10. Subvention d'équilibre 2022 au budget annexe des Parkings

**M. le Maire** : Maintenant, la subvention d'équilibre, toujours pour les parkings. Madame Francisot, c'est toujours à vous.

**Mme Francisot** : Comme je viens de le citer, pour l'année 2022, le montant de la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings s'élève donc à 294 000 euros.

**M. le Maire** : Très bien. Pratiquement obligatoire. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°10*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina,

DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité*

## → 11. Ouverture anticipée de crédits - Investissement 2023

**M. le Maire** : Le point n°11, Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Comme le Code général des collectivités nous le permet, nous demandons au Conseil de nous permettre une ouverture anticipée des crédits d'investissement le temps que le budget soit voté. Cela nous permet notamment de régler des factures non arrivées d'ici le 17 décembre, date de dernière facturation des factures d'investissement, et de pallier des éventuelles difficultés en début d'année avant le vote du budget. Voilà.

**M. le Maire** : Très bien. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°11*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité*

## → 12. Attribution d'un acompte de subvention au théâtre - Budget 2023

**M. le Maire** : On en est où ? Je perds le fil. La 12, c'est toujours à vous, Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Comme pour chaque année, pour certaines associations et établissements publics, il est classique de voter une avance de subvention. Cette année, seule la régie théâtre Paul Eluard nous a fait savoir son intention d'avoir une avance de subvention, donc nous proposons de lui donner 235 972 euros avant vote du budget.

**M. le Maire** : Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°12*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité*

## **URBANISME**

### **→ 13. Convention d'intervention foncière EPFIF/EPA ORSA/Ville**

**M. le Maire** : Nous arrivons à l'urbanisme. Le point n°13, c'est une convention d'intervention foncière avec l'EPFIF. C'est bien celle qui concerne le Lugo ? Voilà, d'accord. Là aussi, c'est du classique.

En fait, c'est un renouvellement avec l'EPFIF qui porte des propriétés pour la ville. Donc la ville est engagée sur de nombreux projets de renouvellement urbain : la rénovation du centre-ville, le réaménagement du quartier du Port et reconquête des bords de Seine, rénovation des quartiers sud, mutation du quartier du Lugo. Donc Choisy-le-Roi est concernée par la grande opération d'intérêt national d'urbanisme Orly Rungis Seine Amont portée par l'établissement public donc d'aménagement éponyme EPA ORSA, notamment sur ce secteur du Lugo. L'EPFIF a pour vocation d'accompagner et de créer les conditions de mise en œuvre des opérations des collectivités par une action foncière ainsi que par la mise à disposition des expertises en matière foncière.

Par une convention signée en septembre 2009 ayant fait l'objet d'avenants successifs, la commune de Choisy-le-Roi et l'EPA ORSA ont confié à l'EPFIF une mission de veille préparatoire dans un premier temps, puis de veille et de maîtrise foncière portant sur la partie nord de la zone d'activité du Lugo, 5,8 hectares, dans la perspective de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement visant sa requalification et sa diversification. Donc un protocole tripartite entre l'EPFIF, la commune de Choisy-le-Roi et l'EPA ORSA a été signé en 2016 afin de définir le phasage de revente des biens acquis par l'EPFIF au sein de l'ensemble de ce projet d'aménagement. Une seconde convention de substitution a été signée le 16 juillet 2019 et fait l'objet d'un avenant en mars 2022.

L'objectif initial ayant changé ainsi que d'autres éléments structurels dans le but de faire avancer cette opération qui traîne maintenant depuis 12 ans, il apparaît nécessaire de contractualiser sur une nouvelle convention. La précédente convention a pour objet de définir les projets poursuivis et les modalités de partenariat entre l'EPFIF, la commune de

Choisy-le-Roi et l'établissement public d'aménagement Orly Seine Amont. Elle détermine les conditions et modalités selon lesquelles l'EPFIF interviendra sur le territoire de la commune de Choisy-le-Roi et fixe des engagements réciproques de la commune de Choisy-le-Roi et de l'établissement public d'aménagement Orly Seine Amont et de l'EPFIF.

Sur les secteurs de maîtrise Cavers et Frazzi, à l'article 4, l'EPA ORSA s'engage à racheter les biens acquis avant le terme de la convention, c'est l'article 2. Sur les autres secteurs de maîtrise, Hollander, et de veille, Lugo et Fusco définis à l'article 4, la commune de Choisy-le-Roi s'engage à racheter des biens acquis avant le terme de la convention. Une péréquation aura lieu depuis les secteurs Cavers/Frazzi vers le secteur Hollander afin de permettre une sortie opérationnelle à l'ensemble des sites de maîtrise.

Concernant le site de maîtrise dit Frazzi, l'EPA ORSA s'engage à prendre en charge dans le cadre du rachat des terrains l'ensemble des coûts liés à l'éviction du bail commercial en cours. Le ou les porteurs de projet qui se substitueront à l'EPA ORSA comme acquéreur signeront une convention de projet urbain partenarial avec la commune de Choisy-le-Roi afin de participer au financement des équipements scolaires nécessaires au projet, avec l'hypothèse d'un coût de réalisation des équipements fixés à 800 000 euros par classe. Dans l'hypothèse d'un projet de 300 logements, le montant total du PUP, puisqu'il s'agit d'une PUP, serait de 2,4 millions d'euros, soit l'équivalent de trois classes, ce qui nous permettra de réaliser cette école sur le quartier nord pour soulager Cachin.

La présente convention prend effet à la date de sa signature par toutes les parties et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2025. En fait, c'est cette convention qui permet de démêler quand même un nœud gordien sur le quartier du Lugo, que nous vous demandons d'approuver.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Merci, Monsieur le Maire. Vous dites : « Renouvellement d'une convention », ce n'est pas tout à fait exact, c'est la redéfinition d'une convention, puisqu'au départ...

**M. le Maire** : Également son renouvellement, puisqu'elle est signée pour plusieurs années.

**M. Guillaud-Bataille** : Puisqu'au départ, il y avait 4 acteurs autour de la table.

**M. le Maire** : Oui.

**M. Guillaud-Bataille** : Il y en a un qui sort.

**M. le Maire** : Oui.

**M. Guillaud-Bataille** : Il y en a un qui sort parce que... Alors, je dois vous avouer que je suis embêté à ce point-là de mon intervention.

**M. le Maire** : Pardon, vous êtes ?

**M. Guillaud-Bataille** : Je dois vous avouer que je suis très embêté à ce point-là de mon intervention, parce que tout à l'heure, je me suis appuyé sur des questions que j'avais posées en commissions, et l'on m'a dit : « Non, vous ne les avez pas posées ». Du coup, est-ce que je peux continuer mon intervention, alors que si cela se trouve, on va me dire : « Mais non, on ne vous a jamais dit cela en commission » ? Je suis embêté.

**M. le Maire** : On continue.



**M. Guillaud-Bataille** : Je vais continuer quand même, mais je suis un peu tendu, et je me dis peut-être, d'ailleurs, que c'est cette délibération-là qui explique l'absence de 15 membres de votre majorité ce soir et les réponses qui m'ont été données en commission. Puisque lorsque j'ai demandé quel était le propos de cette évolution, lesquelles étaient les choses qui étaient projetées en l'état, on m'a répondu que sur deux parcelles était pour l'instant en projet la réalisation de 300 logements, sans qu'on puisse d'ailleurs me dire de quel type de logement il s'agissait, quelle était la répartition au sein de ces logements. J'ai demandé s'il y avait des commerces de prévus au rez-de-chaussée, des activités. Là encore, le projet n'était pas assez avancé pour qu'on puisse me répondre. J'ai une question, parce que quand même, je n'étais pas au Conseil municipal ni dans le mandat précédent ni jusqu'à maintenant, mais j'ai bien entendu tout le débat fabuleux qui nous a été imposé pendant toute la campagne municipale sur le bétonnage. Dès que l'ancienne municipalité voulait construire un demi-logement, on était en train de bétonner la ville, etc. Or, là, on m'a répondu : « Oui, on va faire 300 logements de parcelles », donc est-ce que c'est du bétonnage ou est-ce que cela n'en est pas ? Qu'est-ce qui, d'ailleurs, trace la limite entre la construction qui est un bétonnage et la construction qui n'en est pas, en tout cas de votre point de vue ? Je dois vous avouer que je suis assez troublé, notamment parce que j'ai bien lu attentivement votre programme et la destination que vous vouliez donner à cette zone de la ville, c'était une destination qui n'était pas une destination de densification de logements. Bien au contraire, vous étiez un chantre d'un village d'entreprises, notamment de l'économie circulaire, de l'innovation, de la technologie. C'est là-dessus, y compris que vous vous êtes présentés devant les Choisyennes et les Choisyens. Or, aujourd'hui en tout cas, le premier geste qui est fait sur le Lugo et sur cette zone-là, après avoir fait en sorte qu'on ne puisse pas faire la démolition/reconstruction du Lugo, c'est donc engager, en tout cas, c'est ce qui m'a été répondu, la construction de 300 logements. Vous comprendrez que dans ces conditions, nous sommes assez embêtés. Vous me direz, c'est votre problème, c'est vos promesses et vos avances, et nous n'en sommes pas les gardiens, loin de là, mais du coup, je me demande si ce n'est pas finalement cette délibération, et pas le budget, qui fait que 15 membres de votre majorité ne sont pas là ce soir.

**M. le Maire** : Alors, cher Monsieur Bataille. Vous avez des collègues à côté qui connaissent bien, j'espère qu'ils le connaissent bien, l'historique du Lugo, parce que l'historique du Lugo a été lancé par certains de votre groupe politique qui étaient à la majorité. Et vous pouvez en parler à l'ancien maire, avec qui j'ai de bonnes relations, on est d'accord sur le constat de l'EPA ORSA. Oui, Monsieur Bataille, pour moi, Monsieur Didier Guillaume n'a jamais été un ennemi. C'est un adversaire politique, mais en dehors de cette enceinte et de partout et même ici, que ce soit lui-même ou avec sa femme, nous avons toujours eu de bons rapports. Eh oui, cela arrive. Je vois que vous m'écoutez, voilà. De temps en temps, on dit des choses... Non, mais je continue. Oui, vous le connaissez. S'il a changé d'avis sur moi, vous en discuterez avec lui, mais puisque vous le connaissez, demandez-lui des renseignements sur l'EPA ORSA. Demandez-lui combien il était coïncé par cette convention à 4 qui n'avancait pas. Demandez-lui pourquoi, depuis 12 ans, cela n'avancait pas. Et voyez-vous, là encore, en moins de deux ans, on cherche à faire avancer les choses, la ville prend sa responsabilité pour faire avancer les choses. Et à la demande de l'EPT, qui est sorti, nous avons reformulé, à la demande de l'EPA ORSA, qui est un organisme d'État, ne l'oubliez pas, c'est une OIN supervisée par le préfet, supervisée par la DRIHL, commissaire du gouvernement qui s'occupe des logements, l'État nous fait obligation de construire 200 logements par an. Avant notre arrivée, ce n'est pas 300 qui étaient prévus, c'est près de 400. Nous avons diminué.

Et non, Monsieur Bataille, ce n'est pas de la bétonisation. Nous n'avons jamais dit, une ville qui n'avance pas, qui ne construit pas, elle meurt. La bétonisation, Monsieur Bataille, c'est lorsqu'on construit... Excusez-moi, Monsieur « Guillaume-Bataille » ...

**M. Guillaud-Bataille** : Non, « Guillaud ».

**M. le Maire** : Excusez-moi, Guillaud-Bataille. C'est vrai, vous me l'aviez dit, je suis désolé. Donc la bétonisation, c'est lorsqu'on construit sur 5 % de pleine terre où l'eau ne s'écoule pas. Sur ce programme, Monsieur Guillaud Bataille, nous avons exigé 30 % de pleine terre. C'est-à-dire, ne pas bétonner, c'est respecter la pleine terre. Nous sommes, dans cette ville, précurseurs. Autour de nous, même des villes de gauche écologiste n'ont pas été aussi loin. Nous modifions notre PLU, que je vous invite à voir, où tout va vers le développement durable, l'écologie, et il n'y aura pas une construction avec moins de 30 % de pleine terre. Et cela, cela a été une exigence forte que l'EPA ORSA, organisme d'État, remettait en cause. Donc nous sommes très fiers de ces avancées, eh oui, on ne bétonne plus à Choisy lorsqu'on construit sur 30 % de pleine terre. À la métropole, je me suis battu. L'ensemble des maires, droite ou gauche, au maximum, ils étaient pour 15/20 % pour la plupart. Choisy-le-Roi a défendu 30 % de pleine terre, et je me réjouis que la métropole, dans le schéma directeur de la métropole, le SCoT, il y ait cette recommandation que Choisy-le-Roi avait votée bien avant. Donc nous sommes sur la bonne route.

Nous avons donc essayé, face à cette situation complètement bloquée depuis 12 ans entre l'EPFIF, l'EPA ORSA, de voir ce qui bloquait. L'EPA ORSA nous a dit qu'ils avaient besoin de partenaires. L'EPA ORSA ne voulait plus prendre en charge l'usine Hollander qui était prévue dans le programme. Donc avec l'EPFIF, l'EPA ORSA et le territoire, nous avons fait cette nouvelle convention, qui est une convention nouvelle, pour acter les responsabilités de chacun, débloquent cette situation qui, d'après l'EPA ORSA, était pénalisante pour elle. Nous avons déconnecté l'usine Hollander qui bloquait le projet où l'EPA ORSA a demandé à la ville de s'en occuper directement. Donc il y avait deux choix possibles, refuser et continuer à bloquer ce projet important pendant 10 ans et rien n'en serait sorti, ou trouver une solution, en sortir et que la ville prenne ses responsabilités parce qu'il faut absolument que ce projet sur le Lugo aboutisse pour que cette zone soit vivante. C'est une entrée de ville.

Je peux arrêter, je ne sais pas si vous m'écoutez, Monsieur Guillaud-Bataille, je réponds point par point à ce que vous m'avez demandé.

**M. Guillaud-Bataille** : Je vous écoute attentivement, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Très bien. Et donc au rez-de-chaussée, oui, il y aura de l'activité. Donc maintenant, nous avons bonne espérance... Pardon ?

*Propos hors micro*

**M. le Maire** : Pourquoi cela a changé en une semaine ?

**M. Druart** : Monsieur le Maire, je peux intervenir, car c'est moi qui ai présidé la Commission.

**M. le Maire** : Oui, allez-y, Monsieur Druart.

**M. Druart** : Pour préciser, oui, il y a des études, mais les projets, quand ils seront bien ficelés, vous seront présentés. C'est comme cela que je l'ai dit, tout simplement. S'il y a des changements, vous allez encore nous reprocher de faire des changements en cours de route, et patati et patata. Donc tant que ce n'est pas ficelé, cela ne sera pas présenté. C'est tout. Laissez-nous faire les études.

**M. le Maire** : Effectivement, et c'est un organisme d'État. Je suis désolé, on est obligé de se plier ou de dire qu'on ne fait plus rien. C'est hors de question de ne plus rien faire. Donc la situation évolue favorablement, je pense que cela va débloquent la situation puisque l'EPA ORSA va pouvoir obtenir un équilibre financier à moindre risque, et l'EPA ORSA, c'est un

organisme d'État, ils vont se faire aider de promoteurs pour pouvoir acheter des parcelles dont on apprend, pour un projet qui a 10 ans, 12 ans, que l'unité foncière n'appartenait toujours pas à l'EPA ORSA. On nous dit cela pratiquement au bout d'un an et demi de travail où l'on travaille avec eux. Ils osent nous annoncer qu'ils ne possédaient pas la totalité de l'unité foncière. Donc voilà pourquoi nous avons dû faire ce découpage pour que l'unité foncière qui n'appartenait pas soit déconnectée du projet, pour qu'ils puissent avancer, pour qu'on ne reste pas avec ces friches, et pour que ce projet puisse décoller. C'est en cela qu'on vous demande de l'approuver ou pas selon ce que vous pensez.

Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi** : Il est indiqué dans la convention que vous nous soumettez, à l'article 5 : « Engagement de la commune et de l'EPA sur le programme, compte tenu du programme sur les terrains faisant l'objet d'un portage foncier de l'EPFIF, les programmes comportent 120 logements par hectare minimums et 10 000 m<sup>2</sup> de surface par hectare ». Si j'applique le pourcentage de 30 % de pleine terre, un hectare, c'est 10 000 m<sup>2</sup>, il reste donc 700 m<sup>2</sup> de rez-de-chaussée constructibles. Si je dois créer sur 10 000 m<sup>2</sup> de surface au sol 10 000 m<sup>2</sup> d'activité, sachant que je dois retirer 30 %, règle de trois, j'ai donc un bâtiment qui n'occupe pas un rez-de-chaussée, mais déjà un premier étage pour y installer de l'activité. À cela, il faut rajouter les 120 logements par hectare minimum, à raison de 60 à 80 m<sup>2</sup> par logement, parce que c'est cela, un T3 ou un T4, on se retrouve avec certes 30 % de pleine terre. Donc sur mon hectare de 10 000 m<sup>2</sup>, j'ai 3000 m<sup>2</sup> de terrain qui vont être engazonnés ou autre, mais j'ai surtout un bâtiment de 5 étages avec éventuellement des sous-sols qui vont être implantés. Donc, de mon point de vue, on participe encore une fois à densifier très fortement la ville, à la bétonner. Je m'étais déjà exprimé du temps où j'étais dans la majorité contre le projet d'école au Lugo, je le redis, installer une école à côté de l'A86, c'est une très mauvaise idée pour la santé des enfants. Parce que la pollution, évidemment, elle ne s'arrête pas comme cela à l'entrée du bâtiment. Compte tenu de ces éléments-là, je suis désolé, mais je voterai contre. Merci.

**M. le Maire** : Votez contre. Maintenant, Monsieur Hacène Habi, vous pouvez faire toutes les tergiversations que vous voulez, j'ai un petit doute sur vos connaissances techniques parce que lorsque vous étiez dans notre majorité, et que c'est faux, vous partagiez absolument tous les projets et le programme, vous étiez venu me voir pour défendre un Choisyen dont le permis avait été refusé, et encore, il avait commencé les travaux sans permis, et où vous nous aviez dit que notre service urbanisme avait tort...

**M. Habi** : C'est hors sujet, je suis désolé.

**M. le Maire** : Non, Monsieur Habi, ce n'est pas hors sujet, parce que vous nous sortez...

**M. Habi** : La délibération, c'est la signature d'une convention. De quoi vous parlez ? C'est hors sujet.

**M. le Maire** : Vous êtes en train d'expliquer que ce qui serait à l'article 5 ne serait pas conforme à ce que j'ai dit précédemment. Vous êtes en train d'expliquer cela, donc permettez-moi de douter des capacités qui vous permettent de dire cela lorsque vous êtes...

**M. Habi** : Je vous ai déjà dit, ne m'insultez pas. Je ne suis pas votre pote.

**M. le Maire** : Monsieur...

**M. Habi** : Parlez de la délibération et foutez-moi la paix.

**M. le Maire** : Je parle de la délibération, Monsieur Habi, vous dites que le point 5 remet en cause ce que je vous explique, c'est-à-dire 30 % de pleine terre et 300 logements, ce qui vous sera protégé, donc vous nous avez fait un savant calcul pour montrer votre savoir. Je dis simplement à votre intention que j'ai des doutes sur votre savoir compte tenu de la mélasse dans laquelle vous m'aviez mis, vous vouliez m'obliger à défendre un Choisyen qui avait construit sans respecter le PLU de la ville. À ce jour, c'est la ville qui a eu raison. L'urbanisme avait raison. Ce Choisyen ne peut pas construire ce qu'il voulait. J'ai le droit quand même d'analyser et de me permettre de douter sur ce que vous dites. Votez contre, c'est très bien.

Pour en revenir à l'école, oui, vous étiez contre la construction de cette école parce que vous m'avez incendié, parce que ce que vous vouliez, c'était une école au quartier du Port à côté de vos crèches.

**M. Habi** : Non, parce que le quartier du Port en a besoin.

**M. le Maire** : Non, Monsieur. Nous n'avons pas besoin, j'ai les études du démographe. Vous, ce que vous vouliez, c'était une école à côté de vos crèches. Et le démographe qui était ici excellent, et il n'y a pas que le démographe qui nous a confirmé cela...

**M. Habi** : Tellement excellent qu'il est parti.

**M. le Maire** : L'inspection... Oui, il est parti, il a le droit de partir. J'en ai parlé tout à l'heure, dans une ville, vous avez en moyenne dans toutes les collectivités 18 % de départs, de mutations. Nous sommes à 12, et donc, dans nos villes, les gens, sachez, Monsieur Habi, qu'un agent, qu'un fonctionnaire fait évoluer sa carrière en changeant de commune. C'est tout. De plus, peu importe où il est parti, c'était quelqu'un d'extrêmement capable, et qui nous a dit qu'il n'y avait nul besoin, par rapport à ses perspectives démographiques, de construire une école au quartier du Port, ce qui a été confirmé par l'inspection académique. Il y a le projet d'une école, d'ailleurs, dont l'ancienne majorité s'est également préoccupée, c'est indispensable de construire cette école au quartier nord pour soulager l'école Cachin où ils sont à près de 700 élèves dans l'école Cachin. Donc la santé des enfants, c'est qu'ils ne soient pas à 700 dans une école.

**M. Habi** : Vous avez raison, ils n'ont qu'à respirer les pots d'échappement, ce sera bien mieux.

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Oui, merci, Monsieur le Maire. Je suis un peu gêné, vraiment gêné. Je vous remercie d'avoir présenté cette délibération, mais j'aurais souhaité que l'élus qui porte la délibération soit là. Je vois qu'il y a un certain nombre de délibérations dont les élus concernés sont absents. Indépendamment des raisons pour lesquelles ils sont absents, cela ne me regarde pas, ils ne se sont pas exprimés en tout cas au sein de ce Conseil municipal sur ces raisons, mais il y a quand même quelque chose qui reviendrait à dire que l'on est dans une attitude qui serait irrespectueuse envers nous, en tant qu'élus, mais aussi envers la population. Si un élu porte une délibération, qu'il soit là parce qu'on a besoin d'échanger avec les élus en question. C'est vrai que vous êtes le garant de la cohésion de la majorité, et c'est vrai que la cohésion de la majorité est importante, votre majorité, parce qu'elle conditionne, quoi qu'on dise, le travail de l'opposition. Et donc, ce travail démocratique est nécessaire. Du coup, quand un élu, ou plusieurs élus, en l'occurrence, ici, c'est flagrant, ne sont pas présents, à la limite que ces délibérations soient reportées, parce qu'un échange est important. Tout à l'heure, j'aurais bien aimé écouter la réponse de l'élus en charge des associations sur un sujet qui est important, qui concerne la vitalité du tissu associatif

Choisyen. Vous êtes le maire, vous avez un certain nombre d'informations, mais vous n'êtes pas en charge particulièrement de ce secteur. Ce que je suis en train de dire par rapport à ce secteur est valable pour tous les secteurs quand les élus porteurs de délibération sont absents. Merci.

**M. le Maire** : Monsieur Aoummis, je vous ai répondu pour l'association. Sachez que dès demain, vous pouvez contacter l'adjoint aux associations qui vous donnera toutes les informations nécessaires. Sachez que ce qui est présenté ce soir, il n'y a pas un élu qui s'y est opposé. Et sachez que le maire que je suis, s'il y a quand même un domaine qu'il maîtrise et dont il est bien au courant, c'est l'urbanisme. Avec mon premier adjoint, Ali Id Elouali, qui est aussi chargé de l'urbanisme, nous participons ensemble que ce soit sur le Lugo ou d'autres. Il y a aujourd'hui des élus absents, trois qui sont malades, quatre qui ne pouvaient pas venir et d'autres qui ont souhaité ne pas venir, c'est leur droit le plus absolu, pour nous faire des propositions sur un certain nombre de sujets qui n'ont absolument rien à voir avec ce qui est délibéré ce soir. Je vous invite donc, vous connaissez tous ces élus, à vous entretenir avec eux, et le prochain Conseil municipal, ils pourront, à loisir, vous expliquer et répondre à toutes vos questions, mais il n'y a pas un sujet que j'ignore ou une chose qui m'échappe, mais vous comprendrez bien que même l'adjoint aux associations ne pourra pas vous dire tout de suite quelles sont les associations, cela demande un travail de recherche qui vous sera présenté.

Pour revenir à cette convention, il n'y a pas un élu de notre majorité qui s'est opposée à faire du Lugo une entrée de ville exemplaire avec une architecture de qualité, ce que nous avons exigé, et qui vous sera présenté. Comme l'a dit Monsieur Druart, adjoint à la politique du logement et au logement, on en est aux études. On a eu des présentations architecturales et autres, etc., cela peut évoluer. Lorsque nous aurons statué sur un projet définitif, il sera présenté à l'ensemble des élus de la ville. Vous pourrez faire vos remarques, il y a peut-être des choses qu'on pourra amender, peut-être, mais pour l'instant, on en est au bout de 12 ans à faire en sorte que le projet démarre.

Donc cette convention, c'est pour faire démarrer le projet et le sort de la construction de cette école, que vous-même vous aviez envisagée. Vous-même vous travailliez sur le secteur du Lugo qui est bloqué depuis 10 ans, j'en ai discuté avec l'ancien maire. Il en avait plus que marre, effectivement, du fait que cela traînait, etc., et je partageais, on en a discuté. Nous avons trouvé un moyen de débloquent la situation, de pouvoir tenir ces 2,5 millions qui nous permettront de lancer la construction de cette école. Cette école, il y en a pour 14 millions d'euros. Vous voyez, tout à l'heure encore, nous avons des projets, ce n'est pas la peine que l'on inscrive ou etc., puisqu'il faut quand même qu'on s'assure d'avoir ces recettes. Il faut la faire. Il faut que ce projet se fasse, puisque cela finance une partie de cette école, ces réalisations de logements. Cela étant, vous vous prononcez pour, contre, etc., par rapport à ce que vous pensez du projet, mais c'est un projet initié depuis 10 ans qu'on essaie de débloquent. Je pense que nous y sommes parvenus, et que maintenant les choses, d'après l'EPA ORSA, vont s'accélérer, et qu'enfin, une réalisation pourra voir le jour. Là, on va figer beaucoup plus rapidement l'architecture, ce qu'il y aura très précisément. On vous le proposera, on vous le présentera, et là, vous pourrez poser vos questions, voire retirer des choses, nous, qu'on pourrait peut-être amender par rapport à des propositions que vous feriez. C'est ouvert.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions, ou on peut procéder au vote ? Monsieur Guillaud-Bataille, allez-y.

**M. Guillaud-Bataille** : Nous allons voter contre cette convention, Monsieur le Maire, pour la bonne et simple raison que quand même, au cours des explications que vous venez de nous donner, on apprend qu'il y a des plans d'architecte, qu'il y a 2,5 millions, on a des choses

comme cela qui tombent. Dans votre discours, de vos explications, on apprend des choses en compte goutte, de manière disséminée, disparate, sur lesquelles nous n'avons pas de lisibilité. Je vais m'associer à mon collègue Hassan Aoummis pour dire qu'il y a un vrai problème. Vous nous dites : « Il y en a trois qui sont malades, il y en a quatre qui ne peuvent pas », mais enfin, personne n'a donné de pouvoir. Il y en a huit, on ne sait pas où ils sont. Ils ne sont ni malades, ni rien, mais à l'arrivée, ils n'ont même pas donné de pouvoir. Ils ne présentent pas les délibérations, et vous venez nous demander de voter une convention dont, apparemment, il y a déjà beaucoup de choses qui ont avancé.

**M. le Maire** : Mais ne la votez pas.

**M. Guillaud-Bataille** : C'est surréaliste en termes d'administration, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Très bien, vous avez raison.

**M. Guillaud-Bataille** : Évidemment, nous voterons contre.

**M. le Maire** : Bon, Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Et évitez de vous abriter derrière Monsieur Guillaume, puisqu'il n'est pas là.

**M. le Maire** : Même Monsieur Guillaume, s'il est sincère, il vous en dira beaucoup. Je vais juste vous communiquer une information, Monsieur. Vous en apprenez dix fois plus ce soir sur le projet du Lugo que moi en dix ans d'opposition. Jamais ce sujet n'a été abordé avec l'opposition, jamais on ne nous l'a présenté. On a toujours entendu parler de l'EPA ORSA, zone d'intérêt national. Vous pouvez feuilleter toutes les délibérations, les conversations des Conseils municipaux où j'étais dans l'opposition, à chaque fois je demandais : « Mais c'est quoi, ce truc, qu'est-ce que c'est, qu'est-ce que vous êtes en train de faire ? » Je viens de vous expliquer très précisément de quoi il s'agit.

Les 2,5 millions, Monsieur, cela ne tombe pas du ciel. Nous avons choisi de faire un PUP, parce que c'est la meilleure rentabilité pour la ville qui assure des recettes pour faire une école. Parce que la ville ne peut pas seule, et eux-mêmes avaient envisagé cela pour récolter des recettes pour faire cette école. Cela ne tombe pas du ciel, Monsieur. C'est un projet sérieux que nous faisons avancer et qu'on explique. Lorsqu'on fait un projet, oui, l'EPA ORSA fait appel à des architectes, fait appel à une maîtrise d'œuvre et fait appel à tout cela. C'est comme cela que les choses se passent, et cela ne tombe pas du ciel, Monsieur. Cela fait 12 ans que cela dure, cette histoire. Moi, je vous explique ici ce que nous avons fait avancer en moins de deux ans. Cela étant, vous votez pour, votez contre, etc., mais ne vous abritez pas derrière une soi-disante surprise, ce n'est pas de ma faute si vous n'étiez pas élu avant. Oui, c'est un projet qui a 12 ans, Monsieur. Posez des questions à vos amis qui étaient à la tête de cette ville, c'est tout. Vous voulez faire croire, mais je vous invite à écrire à la population tout ce que vous dites, il n'y a aucun souci. Il n'y a rien qui tombe du ciel, tout est construit, tout est sérieux sous le contrôle du préfet et sous l'égide de l'État. Alors, écrivez à l'État, dites que ce n'est pas bien, dites qu'il y a 2,5 millions qui tombent du ciel, dites qu'il ne faut pas construire ces logements, dites ce que vous voulez, mais ne me reprochez pas de faire avancer un projet bloqué depuis 12 ans, dont vos prédécesseurs n'ont jamais trouvé la clé. Nous serons très fiers lorsque ces logements seront construits et lorsqu'on vous présentera le projet abouti. Le projet n'est pas abouti pour l'instant, puisque c'est cette convention qui va permettre de lancer enfin des études, le dépôt d'un permis, parce qu'ils étaient dans l'incapacité de déposer le permis puisqu'ils portaient sur des terrains dont ils n'avaient pas la maîtrise foncière. Donc cette convention les libère de cette maîtrise foncière qu'ils n'avaient pas, et donc maintenant, ils sont en capacité, enfin, et ils

nous remerciant, et la préfecture nous remercie de déposer un permis. C'est simple, après, vous votez contre, vous votez pour, vous vous absteniez, vous êtes libre.

Je propose de passer au vote. Donc, y a-t-il des votes contre ? Vous comptez. Y a-t-il des abstentions ? Non, il n'y en a pas. Donc le reste, c'est pour.

#### *Vote de la délibération n°13*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 8

MM. HABI Hacène, GUILLAUD-BATAILLE Fabien DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika.

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°13 est adoptée à la majorité*

#### **→ 14. Désaffectation et déclassement de 3 terrains de la ZAC du Docteur Roux**

**M. le Maire** : Le point suivant, le point n°14, c'est toujours l'urbanisme. Il s'agit de la désaffectation et d'un déclassement de trois terrains dans la ZAC du Docteur Roux. Par convention en date du 10 octobre 1994, la commune de Choisy-le-Roi a confié au groupe Valophis Habitat l'aménagement et d'équipement de la ZAC du Docteur Roux. Décidément, 1994, cela bat tous les records, 18 ans. Quant à ce qu'il se passe aux Gondoles avec des choses, des bâtiments murés depuis 10 ans donc jamais ils n'ont trouvé... Vous voyez, on essaie là aussi de débloquent les choses. C'est le même topo que tout à l'heure. Je n'y suis pour rien, mais en 1994, je n'étais pas maire, et il y a trois ou quatre ans, je n'étais pas maire, et donc, je ne suis pas responsable de cette situation qu'il faut maintenant régler. Cela fait partie des héritages que nous avons. Donc l'ensemble de la programmation de la ZAC ayant été réalisé à ce jour sur une partie, il est nécessaire de procéder à la clôture de cette opération qui traînait.

Préalablement à la rétrocession et à la future clôture de la ZAC, un état des lieux et une mise à jour du bilan foncier des parcelles cédées par la ville à Valophis Habitat, et réciproquement par Valophis Habitat à la ville, ont été réalisés par le cabinet de géomètre Géoperspectives.

Le plan et le tableau en annexe précisent que sur les 10 022 m<sup>2</sup> de terrain de la ZAC, propriété de Valophis Habitat, 1871 m<sup>2</sup> d'espace public seront cédés à la ville à l'euro symbolique. En contrepartie, la ville cédera 726 m<sup>2</sup> de terrain à Valophis Habitat rue Demanieux et rue Sébastopol. Cet échange foncier sera réalisé avec une soulte nulle.

Donc aujourd'hui, il convient donc de procéder à la désaffectation et au déclassement de quatre terrains au sein de la ZAC :

- La parcelle C50 du cadastre pour 460 m<sup>2</sup>,
- La parcelle C49-P du cadastre pour 64 m<sup>2</sup> situés rue Demanieux au niveau du cimetière,
- La parcelle G4 de 8 m<sup>2</sup> situés devant le 4, rue Demanieux,
- Et la parcelle F73 de 202 m<sup>2</sup> située allée Marcel Cachin.

Un procès-verbal de constat a été dressé par la SELARL Alliance Juris pour confirmer la désaffectation des quatre terrains cités précédemment. D'après le procès-verbal, il est dit que ces emprises ne sont plus affectées à l'usage direct du public ni à la mission de service public de circulation automobile, et d'autre part qu'elles n'ont pas été affectées à une nouvelle fonction du même type ou plus généralement de service public. Les parcelles sont donc désaffectées.

Aussi, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à constater la désaffectation issue du plan d'échange foncier de la ZAC du Docteur Roux réalisé par Valophis Habitat en date du 1er avril 2020 des parcelles communautaires cadastrées C49-P, 64 m<sup>2</sup>, et C50, 460 m<sup>2</sup>, la F73, la G4 et leur déclassement du domaine public de la commune.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Alors, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté, merci à vous.

#### *Vote de la délibération n°14*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité*

#### **→ 15. Reversement de la taxe d'aménagement de la commune en direction de l'EPT grand-Orly Seine Bièvre**

**M. le Maire :** Le point n°15, il s'agit du reversement de la taxe d'aménagement de la commune à l'EPT grand Orly Seine Bièvre. La taxe d'aménagement est établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et l'aménagement de toute nature nécessitant des autorisations d'urbanisme. Elle est due par le bénéficiaire de l'autorisation de construire ou d'aménager. Les bénéficiaires de cette taxe sont les communes ou les EPCI et les départements. La taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un PLU. Sur la commune de Choisy-le-Roi, le Conseil



municipal, par délibération du 23 novembre 2011, a institué sur l'ensemble de ces territoires la taxe d'aménagement et fixé le taux de la part communale à 5 %.

En 2012, 2015, 2021 puis 2022, ce taux a été réévalué par le Conseil municipal et fixé à 5 % en zone UE et 20 % pour les zones UA, UC et UR du plan local d'urbanisme afin de financer les travaux sur les équipements publics, école et voirie rendus nécessaires par l'augmentation de population. Si les travaux de voirie, sur les écoles, sont réalisés régulièrement et de manière continue pour adapter l'ensemble de la ville à cette nouvelle population, de nouveaux investissements ont été et vont être réalisés pour adapter l'offre sociale et culturelle à une ville de près de 50 000 habitants. C'est dans ce cadre, et considérant qu'aucune charge d'équipements publics, mais assumés par le l'EPT grand Orly Seine Bièvre pour le compte de la commune, qu'est demandé au Conseil municipal d'approuver le principe selon lequel aucun versement de la taxe d'aménagement ne lui sera effectué pour les années 2022/2023, soit d'appliquer un taux de 0 %. Cette position sera réexaminée pour 2024, lorsque les modalités de reversement seront établies précisément avec le l'EPT et au regard d'une éventuelle participation financière pour de futurs équipements publics. En fait, cette taxe d'aménagement, donc l'État institue que pour les communes qui auraient des équipements publics transférés à l'EPT, une partie de la taxe d'aménagement soit reversée à l'EPT. Nous sommes là au cœur du peu de recettes qu'il reste à la commune.

Donc bien sûr, aucun maire n'est d'accord pour reverser la taxe d'aménagement à l'EPT. D'ailleurs, sur ce point, le gouvernement, qui voulait l'imposer dès 2023, a reculé en repoussant la date, puisque les textes n'étaient pas plus précis que cela. En ce qui concerne, en revanche Choisy-le-Roi, nous n'avons aucun équipement public transféré au territoire, donc on ne peut pas nous demander, par rapport au texte existant actuellement, de reverser le moindre centime au territoire. Il faut acter au Conseil municipal que la commune de Choisy-le-Roi ne versera pas ne serait-ce qu'un euro au territoire, c'est pour cela que nous avons mis « zéro euro », ce qui préserve nos recettes et ce qui est en droite ligne des textes existants aujourd'hui.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, c'est juste pour dire quand même quelque chose qui, à mon sens, est positif dans le sens de ce refus de transférer un certain nombre d'équipements. J'ai en tête un équipement majeur dont vous avez parlé, vous avez l'ambition de le reconstruire ailleurs, c'est la piscine. On s'est battu lors de l'ancienne mandature pour que cet équipement public ne soit pas transféré, avec évidemment un certain nombre de problématiques de gestion, de coûts, mais cela au regard comparativement aux services rendus à la population, à la mise en application d'une politique locale de proximité, me semblait salvateur. Dans ce sens-là, évidemment, je voterai cette délibération.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Aoummis. Je confirme que dans notre esprit, il est hors de question de transférer des équipements publics, culturels ou sportifs au territoire, surtout au vu de comment cela fonctionne dans les villes qui ont transféré. Donc je partage ce que vous venez de dire, et nous l'appliquons.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Alors, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°15*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina,

DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité*

## **SPORT**

### **→ 16. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2023**

**M. le Maire** : Maintenant, nous en sommes au sport. Monsieur Marques.

**M. Marques** : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, Choisyennes, Choisyens. Il s'agit d'approuver les tarifs des locations des installations sportives municipales pour l'année de 2023. Une augmentation de 2 % a été pratiquée comme pour 2022, étant entendu que les associations sportives de la commune, qui sont adhérentes à l'OMS, Office municipal des sports, bénéficient de la gratuité de la mise à disposition des installations selon une convention d'utilisation. Il y a quelques nouveautés. Pour la piscine municipale Jean Andrieu, la proposition de rétablir un tarif hors commune, que ce soit pour les entrées ou les pass, à chaque fois, il y a environ entre 20 % et 40 %, un tarif plus élevé, et également la création d'un tarif horaire pour les entreprises Choisyennes pour la location d'un stade ou d'un gymnase. À noter que les tarifs des pass annuels restent largement inférieurs à la moyenne départementale.

**M. le Maire** : Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Nous restons quand même avec des tarifs bas, parce que vu... Il y a une intervention ? Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi** : Merci. Je me réjouis qu'il y ait une ouverture sur les entreprises choisyennes, moi qui suis auprès de mes salariés très impliqué pour qu'elles se mettent au sport, je trouve que c'est une bonne démarche, effectivement, d'avoir ouvert. Je suis juste curieux de savoir comment on s'y prend pour aller demander, est-ce qu'il faut se rapprocher directement du service des sports ou autres ? Mais évidemment, je voterai pour. Merci.

**M. le Maire** : Monsieur Marques ?

**M. Marques** : Oui, il faut solliciter directement le service des sports dont le local se trouve au stade Jean Bouin.

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté, merci.

*Vote de la délibération n°16*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina,

DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité*

## **COMMERCE**

### **→ 17. Dérogations au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi - Calendrier des ouvertures 2023**

**M. le Maire** : Il s'agit de commerce. C'est une obligation qui est faite par la loi, donc la loi n° 015-990 dite Macron du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, à modifier l'article L3123-26 du Code du travail, notamment concernant la possibilité pour le maire de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de 12 dimanche par an à partir de 2016, et ce au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail. Le nombre de dimanches pour lesquels l'ouverture dominicale peut être autorisée est passé de 5 à 12 par an. Toutefois, lorsque le nombre d'ouvertures excède 5, l'arrêté du maire doit être pris après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. Si le maire souhaite la suppression du repos dominical jusqu'à 5 dimanches par an, seul l'avis préalable du Conseil municipal doit être obtenu. Ces ouvertures sont demandées essentiellement lors de la période des soldes et des fêtes de fin d'année, l'arrêté du maire fixant la liste des dimanches autorisés devra être pris avant le 31 décembre de l'année qui précède, et après avis auprès des organisations d'employeurs intéressés.

La liste proposée des dimanches concernés est la suivante :

- Dimanche 3 décembre 2023,
- Le 10 décembre 2023,
- Le 17 décembre 2023,
- 24 décembre 2023,
- Et 31 décembre 2023.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le nombre et les dates d'ouverture des dimanches proposés sur la commune pour l'année 2023. Donc la plupart des communes s'y rangent, c'est une demande des commerçants pour leur chiffre d'affaires très importante en fin d'année, donc c'est la seule autorisation possible. On se voit mal les empêcher d'essayer d'exploiter la période de Noël, surtout après les deux années de Covid qu'ils viennent de subir.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°17*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité*

**→ 18. Fixation du tarif pour les commerçants alimentaires installés sous les barnums, les food trucks et commerces ambulants type roulotte sur le marché de Noël**

**M. le Maire :** Il s'agit de notre marché de Noël, dont certains pourraient dire peut-être que c'est de la gabegie, qu'il faut peut-être économiser, etc. Pour notre part, nous avons opté pour maintenir ce marché de Noël. Nous avons opté pour maintenir les illuminations, et bien sûr, nous avons opté pour maintenir la Fête des agents que nous leur devons. Et si nous avons décidé de maintenir cela, comme de nombreux autres maires, c'est que quand même, par rapport à l'ambiance, à la sinistrose ambiante, je ne me voyais pas supprimer un marché de Noël pour économiser un peu d'électricité, puisque ce qui est employé, ce n'est pas cela qui va nous amener vraiment une économie. Je pense qu'il est attendu par les Choisyennes et les Choisyens, il a eu beaucoup de succès l'année dernière, nous sommes là aussi pour permettre à des gens qui ont peu, pour certains, de loisirs ou de possibilité de sortie, de pouvoir bénéficier de trois jours de fête à Choisy-le-Roi, et que la ville donne aussi, malgré ce qu'il se passe sur notre planète actuellement, quand même un air de fête et d'essayer, en famille, entre amis, d'avoir un esprit et un entourage festif positif. Là aussi, tous les élus de notre majorité, présents ou absents, sont d'accord pour maintenir ces activités.

Donc là, il s'agit de fixer des tarifs, en complément de la délibération que nous avons fixée, le tarif de participation des exposants au marché de Noël. C'est plus spécifiquement pour les barnums alimentaires. Nous proposons :

- 60 euros pour un barnum alimentaire 3 x 3, c'est-à-dire 9 m², pour les deux jours et demi de présence,
- 80 euros pour un barnum, pour les deux jours et demi de présence, dont l'activité n'est pas située à Choisy-le-Roi, c'est-à-dire qu'on fait payer moins cher des commerçants Choisyens qui participeront au marché plutôt que des commerces extérieurs,
- 90 euros pour un barnum alimentaire de plus de 9 m² dont l'activité est située à Choisy-le-Roi,

- 100 euros pour un barnum de plus de 9 m<sup>2</sup> pour ceux qui sont hors de Choisy-le-Roi, etc.

Il y a un tarif pour les food trucks :

- 60 euros pour un food truck de 5 à 6 mètres de longueur maximale dont l'activité est située habituellement à Choisy-le-Roi,
- 80 euros pour des hors commune.

Les chariots roulants, ce sont des petits trucs, donc :

- 30 euros pour un chariot de 2 mètres de longueur maximale pour les Choisyens,
- 40 euros pour les hors commune.

Vous avez tout le descriptif là-dessus, donc nous vous demandons d'approuver cette délibération et ses tarifs.

Y a-t-il des interventions ? Je vois Madame... Allez-y.

**Mme Desprès** : Madame Desprès, oui. Si je peux vous rejoindre, Monsieur le Maire, sur la non-suppression du marché de Noël, ce qui m'a beaucoup gênée à la Commission, c'est qu'on m'a dit que vous étiez contre le fait qu'il y ait des associations qui soient sur le marché de Noël. On m'a dit que vraiment, c'était de votre fait. Ce qui me gêne, c'est que quand même, le marché de Noël, c'est un marché normalement convivial, solidaire. Ne pas avoir des associations de solidarités telles que le Secours populaire, je ne vais pas prendre l'épicerie sociale et solidaire pour des raisons que vous pouvez comprendre, mais le Secours populaire, c'est vraiment quelque chose qui doit être présent sur ce genre d'initiative. Faire de ce moment un moment uniquement commercial, uniquement mercantile, cela me gêne, et je pense que cela va gêner aussi les Choisyens. C'est pour cela que si vous voulez revenir sur cette décision que vous avez prise apparemment seul, en tout cas, c'est ce qu'on nous a dit à la commission, cela serait une très bonne chose, Monsieur le Maire.

Une fois de plus, votre adjoint chargé des associations n'étant pas là, je ne peux pas avoir de réponse, mais je pense avoir une réponse de votre part. Je vous remercie d'avance.

**M. le Maire** : Madame Desprès, je n'ai pas pris cette décision seul. Nous l'avons prise avec la Commission qui est chargée du marché de Noël, et c'est très simple. Un marché de Noël, ce n'est pas le Forum des associations. Le mouvement associatif a son événement propre au mois de septembre, également sur les Anim'Eté. Donc il y a diverses périodes dans la ville où les associations sont présentes. Il ne faut pas tout mélanger. Nous avons fait, en plus, un effort particulier sur le nombre d'associations présentes sur le Forum des associations de septembre. Le mouvement sportif, pareil, il a son moment aussi à la rentrée, où tout le mouvement sportif est proposé. Et d'ailleurs, nous ne sommes pas la seule ville à proposer comme cela. Cela ne veut pas dire qu'on n'aide pas le Secours populaire ou toutes les autres associations à qui nous donnons des subventions, mais un marché de Noël, et ce n'est pas simplement mercantile, un marché de Noël, il y a des jeux pour les enfants, nous avons doublé la patinoire cette année, c'est un lieu de rencontre, de fête, de spectacle, parce qu'il y aura des spectacles. Et c'est un lieu où les Choisyennes et les Choisyens, comme dans toutes les villes qui font des marchés de Noël, vont trouver des commerçants qu'ils ne voient pas durant le reste de l'année. En très grande majorité, un marché de Noël est fait pour cela, pour apporter une offre aux Choisyennes et aux Choisyens.

Par exemple, nous aurons des spécialistes, un marchand de champagne qui a eu un succès fou à un prix défiant toute concurrence et d'une grande qualité. C'est cela aussi qu'attendent les Choisyennes et les Choisyens sur le marché de Noël. Un marchand d'huîtres, aussi, a eu beaucoup de succès. Nous allons avoir un super fromager, nous avons des artisans qui vont vendre des choses très belles, très jolies, qui ne se trouvent pas à Choisy-le-Roi ou dans les autres villes à côté, puisque ce sont des artisans spécialisés. Il nous a semblé, pas à moi seul, avec les personnes qui ont organisé le marché de Noël, qu'un marché de Noël doit être un marché de Noël. Les associations, nous avons d'autres temps pour les mettre en valeur. D'ailleurs, je n'ai pas essayé de critiques là-dessus. Il faut un temps sur chaque chose.

De plus, il y a un problème de place. Nous avons cette année 30 chalets, c'est un effort important pour la ville parce que les prix demandés sont très inférieurs à ce que cela nous coûte réellement, et je ne vois pas comment on aurait pu ajouter encore des stands pour des associations. On ne peut pas s'étendre à l'infini, ce serait dénaturer le marché de Noël. Et pour la plupart des marchés de Noël que je visite dans beaucoup de villes, quelle que soit la tendance, je vois essentiellement des commerçants et des artisans, je n'ai pas vu d'association, car ce n'est pas le lieu. Il peut y avoir des exceptions, je n'en doute pas, mais un marché de Noël, c'est un marché festif. On a un temps pour les associations que d'autres villes n'ont pas, d'ailleurs. Oui, Madame Desprès.

**Mme Desprès :** Je suis désolée, mais moi, je vais aussi au marché de Noël de Thiais, c'est juste à côté, et là, il y a des associations. Et nous dire qu'il n'y a pas assez de place, vous avez sans doute un problème. C'est sûr que vous n'êtes pas l'adjoint du secteur, mais vous avez peut-être un problème avec votre adjoint ou avec la personne qui nous a parlé lors de la Commission, parce que cette personne nous a dit qu'il y avait encore de la place et qu'on pouvait encore mettre d'autres chalets. Et cela, je prends à témoin mes deux collègues qui étaient avec moi, et Madame Francisot qui était là, c'est ce qu'on nous a dit, il y avait même une liste d'attente.

**M. le Maire :** Oui, il y avait des listes d'attente que nous n'avons pas pu prendre parce qu'un chalet, cela coûte très cher. Si l'on doit répercuter le prix réel des chalets... Et s'il vous plaît, Madame Desprès...

**Mme Desprès :** Ce n'est pas ce qu'on nous a dit, Monsieur le Maire. Je suis désolée, en Commission, on ne nous a pas dit cela. On nous a dit qu'il y avait encore beaucoup de place.

**M. le Maire :** Peut-être que la personne a dit cela en ignorant la réalité, cela arrive que des gens disent des choses sans consulter le service financier, cela peut arriver, très bien, cela n'arrivera plus. Je vous dis que 30 chalets, par rapport à la période actuelle, c'est un geste important. De nombreuses villes ont supprimé les marchés de Noël. Je suis désolé, c'est quand même nous qui avons organisé, depuis que nous sommes là, un marché de Noël digne de ce nom. Ne nous faites pas le mauvais procès de dire ceci, cela. Nous avons organisé, relancé, fait un marché de Noël digne de ce nom, dont la majorité de la population Choisyenne, c'est ce qui importe, était emballée. Et puisque vous parlez de Thiais, c'est curieux, c'est la première fois que je vous entends défendre la ville de Thiais.

**Mme Desprès :** Eh oui, tout arrive.

*Rires*

**M. le Maire :** Oui, mais simplement, je voudrais vous dire, chère Madame Desprès, que les habitants de Thiais que je connais sont venus en masse à notre marché de Noël, qu'ils ont plus apprécié, et cela, ils nous l'ont dit, que le leur, à Thiais... Moi-même, cela m'a surpris., et cela, on a de nombreux témoignages de Thiaisins, ils ont apprécié l'esprit familial, festif,

simple, joyeux. Ils étaient enchantés, et tous nous ont demandé de refaire la même chose que nous avons faite, et ce que nous avons amélioré. Donc c'est un choix que nous avons fait, nous aidons les associations. Ils ont un temps fort au mois de septembre. Cette année, ils ont pratiquement été tous présents sur le Forum des associations. Je suis désolé, c'est un choix qui a été fait. Cela sera aux Choisyennes et aux Choisyens de nous critiquer ou de nous le faire payer s'ils n'apprécient pas ce choix. Nous avons pris nos responsabilités.

Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Oui, Monsieur le Maire. À titre personnel, je comprends la logique de cette séparation. Vous souhaitez un marché de Noël qui serait, ou qui sera, je l'espère pour vous, le véritable marché de Noël sans qu'il y ait un mélange de genres. D'autant plus que ce mélange de genres, en fait, pose une question. Tout à l'heure, nous avons entendu en début de ce Conseil municipal qu'il y a 40 000 euros qui n'ont pas été attribués aux associations. Donc il y a un souci par rapport à cela, et je ne pense pas que la présence des associations sur un stand, ou en tout cas des stands, lors de ce marché de Noël... D'autant plus qu'effectivement, en termes de moyens financiers, il y a une interrogation. Donc on a besoin d'une vision globale sur la situation des associations sur notre ville. J'espère qu'on aura une discussion là-dessus, parce que vous n'êtes pas sans savoir que cette question est tellement importante, ce tissu qui irrigue toute une ville, qui lie les humains, ce ne sont pas juste des associations, ce sont des humains qui sont liés. Il y a une espèce de métaphore citoyenne à travers leur travail. Mais moi, j'étais sensible à ce que vous avez dit tout à l'heure sur l'esprit de la fête, sur l'esprit de la solidarité, sur cette nécessité, effectivement, de réunir, d'être le centre de l'union. Vous l'avez dit admirablement bien, et j'ai en tête des positions qui n'étaient pas de ce type quand vous étiez dans l'opposition, et je me réjouis de constater qu'effectivement, arriver aux affaires fait changer de lunettes. On regarde les choses autrement.

Donc oui pour la Fête pour les Choisyens, oui, surtout en ce moment où les gens sont en difficulté et que le moral n'est pas au beau fixe. Là-dessus, vous avez raison, mais je rappelle quand même que le travail qui a été fait dans ce sens, dans le sens de la philosophie que vous avez déclinée, n'a pas été apprécié à sa juste valeur à l'époque.

**M. le Maire** : Monsieur Aoummis, ce que je retiens, c'est que je fais admirablement bien, et je vous en remercie, et je ne me souviens pas d'avoir été contre la fête. Aussi, j'ai pu constater par rapport aux sommes que nous mettons et qui donnent satisfaction, c'est qu'il y avait quand même une époque, je voudrais vous rappeler les vœux du maire complètement excentriques, c'est la seule chose que j'ai critiquée qui se passait à Rousseau où rien que l'aménagement de Rousseau c'était quelque chose de complètement fou, où les sommes étaient extrêmement importantes. Pour preuve, suite à mes interventions, et pas que, peut-être aussi parce que vous aussi, dans l'ancienne majorité, vous avez changé de lunettes et vous vous êtes rendu compte que dépenser autant d'argent, et que cela allait dans le bon sens, il y avait moyen de faire aussi bien en dépensant mieux, vous avez dépensé moins notamment en mutualisant la sonorisation, ce pourquoi j'avais voté pour, à l'époque où les repas des personnes âgées se faisaient à Choisy-le-Roi. Vous avez mutualisé la sonorisation entre le repas des personnes âgées, les vœux du maire, etc., surtout les vœux du maire qui coûtaient assez cher, que j'ai critiqué, que moi, je n'ai pas fait depuis que je suis présent, et vous savez combien sont importants les vœux du maire pour la communication, et ne le cachons pas, pour essayer d'attirer des voix, c'est pour cela que sont faits les vœux du maire. Pour la deuxième année, je ne le fais pas pour maintenir le côté festif à la population. J'espère un jour pouvoir en faire, modestement, j'espère, mais c'est tout.

Donc on peut se rejoindre là-dessus, chacun a fait une analyse de l'autre, etc., nous arrivons au même point, il faut conserver cet esprit de fête que je souscris. Le premier marché de

Noël qui s'est tenu devant la Demi-Lune lorsque j'appartenais à une association commerciale que j'avais lancée, qui s'appelle AVECC, avec Monsieur Cervini, c'est moi-même qui avais initié ce premier marché de Noël devant la Demi-Lune où il y a eu une bourrasque de neige terrible. J'ai toujours été favorable à ces organisations, à la solidarité entre les gens et autres, d'où aussi, je suis désolé, je reviens dessus, mais je suis très fier d'avoir préempté cet hôtel, peu importe qu'on nous attaque et que je perde le procès. Parce qu'avoir des gens, quand il va faire moins 5, moins 10, et je ne vous dirai pas tout ce que j'ai fait que les gardiens savent, etc., depuis que je suis maire, les risques que j'ai pris pour les loger en me faisant bien remarquer, que ce soit le CCAS ou des agents, que je ne pouvais pas faire cela, je les ai dédouanés, j'ai pris ma responsabilité, et je n'en dirai pas plus, pour les mettre à l'abri. Donc là-dessus, je suis d'accord avec vous, c'est ce qu'il faut faire avec les moyens dont nous disposons. J'espère que quand il y aura l'inauguration de cet hôtel qui sera refait, vous serez présent avec nous. J'espère aussi, j'ai une autre idée qu'on peut coconstruire ensemble, nous n'avons pas eu le temps cette année, mais c'est d'essayer de fêter un Nouvel An avec des SDF et de leur offrir un repas en début d'année. Si vous en êtes d'accord, Monsieur Hassan Aoummis, on peut le faire ensemble.

Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi :** Merci. Moi, je partage, le marché de Noël de l'année dernière, c'était un très bon marché, cela a plu. En tout cas, j'y étais, cela a plu à tous ceux que je connais. Je pense que c'était une vraie réussite, et si l'on peut reproduire la même cette année, cela sera tant mieux. En revanche, je suis un peu surpris de l'échange sur les associations parce que moi, en tant que président d'association, j'ai reçu un mail du service DLC me demandant, comme à toute autre association, de venir participer au marché de Noël. Ce mail ne date pas d'il y a très longtemps, il date du 25 novembre, quelque chose comme cela, avec une deadline, il fallait répondre avant le 29. Je l'ai, le mail, je peux l'apporter au besoin. Donc je suis un peu surpris de cet échange où j'apprends que finalement, les associations ne seront pas les bienvenues, alors qu'elles étaient présentes l'année dernière.

**Mme Desprès :** En tant qu'association de solidarité, moi, je ne l'ai pas reçue.

**M. le Maire :** Je vais éclaircir ce point. S'il y a une invitation qui est partie, je l'ignore. Je vais éclaircir ce point. Je suis quand même assez étonné. Et je n'ai pas dit que les associations n'étaient pas les bienvenues, il ne faut pas déformer mes propos, j'ai dit que les associations avaient leur temps et leur événement en septembre, je n'ai jamais dit qu'elles n'étaient pas les bienvenues, si vous voulez traduire cela comme cela, c'est vous, j'ai dit simplement qu'ils ont leur temps au mois de septembre et qu'on essaie de l'améliorer chaque année. Après, c'est un choix que nous avons fait, que vous n'êtes pas obligés de partager, mais il me semble que ce choix convient aux Choisyennes et aux Choisyens, cela ne nous empêchera pas de pouvoir essayer de régler cela. Les Restos du Cœur, d'ailleurs, m'ont sollicité parce qu'ils souhaiteraient un local plus grand. Si vous avez des idées à me proposer pour un local plus grand pour les Restos du Cœur, je suis preneur. Nous cherchons sur la dalle si l'on a quelque chose de plus grand. Toutes ces choses-là, nous y sommes sensibles. Aider les associations, nous y sommes sensibles. Mais là, on a fait ce choix. Ils ont leur temps, les associations.

Est-ce qu'on peut procéder au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Monsieur Aoummis, vous avez voté pour ? OK, merci. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°18*

Ont voté pour :



MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, AOUMMIS Hassan, BENKHALA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 5

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence.

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°18 est adoptée à la majorité*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ 19. Approbation du retrait de la commune d'Arcueil du Syndicat intercommunal pour la restauration collective - SIRESCO**

**M. le Maire :** Le point suivant, donc là, c'est un vote à la limite qui ne concerne pas directement Choisy-le-Roi, mais qui est usuel parce qu'il y a, je vous ai expliqué, des villes qui sortent du SIRESCO. En l'occurrence, chaque ville doit se prononcer sur la sortie d'une ville qui souhaite sortir du SIRESCO. Là, vous voyez, il s'agit de la ville d'Arcueil qui était membre fondateur du SIRESCO qui demande à sortir, mais là n'est pas le problème. Que ce soit au SIRESCO ou entre maire, on a tous une solidarité, on ne s'immisce pas dans les affaires des autres communes, on respecte le choix des communes comme eux-mêmes ont respecté le choix de Choisy-le-Roi. Donc Arcueil a décidé de sortir, il nous est demandé d'approuver cette sortie, non pas d'approuver qu'ils sortent ou pas, mais de respecter ce choix et d'accepter ce choix de cette commune qui est indépendante, et l'on ne s'immisce pas dans ses affaires, c'est la signification de ce vote.

Donc y a-t-il des interventions, je ne pense pas, là-dessus ? Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Il y a 6 abstentions, donc c'est voté à la majorité. 7 abstentions, il y a un mandat. C'est cela, 7 abstentions.

*Vote de la délibération n°19*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 7

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité*

**→ 20. Approbation du retrait de la commune de Brou-sur-Chantereine du Syndicat intercommunal pour la restauration collective - SIRESCO**

**M. le Maire** : Justement, le rapport d'activité du SIRESCO... Ah non, il y a une autre sortie, excusez-moi, il y a Brou-sur-Chantereine, aussi. Je suppose que c'est le même vote, 7 abstentions ? C'est pareil.

*Vote de la délibération n°20*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 7

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKHALA Malika.

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité*

**→ 21. Rapport d'activité 2021 du SIRESCO (Syndicat Intercommunal pour la restauration collective)**

**M. le Maire** : On est donc maintenant au rapport d'activité. Justement, vous avez le rapport d'activité du SIRESCO. Donc là, c'est un vote ou un dont acte ? Une prise d'acte. Donc là, ce n'est pas à voter, c'est le rapport d'activité du SIRESCO, c'est une présentation. Je ne vais pas vous lire tout ce qu'il y a dedans. Vous l'avez lu, si vous avez des interventions ou pas, c'est une prise d'acte du rapport qu'on vous remet du SIRESCO. Vous avez une question, Monsieur Aoummis ?

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, vous avez fait de la sortie du SIRESCO, en tout cas dans votre programme, un élément phare. Aujourd'hui, nous constatons que le SIRESCO continue de fournir les repas à nos élèves, à nos seniors. On arrive à mi-mandat, malgré tout. Vous en êtes où ? Le problème n'est pas dans le sortir ou ne pas sortir, nous, on a voté pour intégrer le SIRESCO, mais vous nous avez expliqué qu'il y avait un projet alternatif, que le SIRESCO constituait, à défaut d'être un danger, en tout cas c'était quelque chose de mal-venant pour la santé et le bien-être de nos enfants. Et l'on est à mi-mandat, donc vous en êtes où par rapport à ce projet de sortie ?

**M. le Maire** : Je ne suis pas allé jusqu'à dire « mal-venant, danger ». Non, je n'ai pas dit cela, j'ai dit que les parents étaient mécontents et que ce n'était pas bon.

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, pas vous, mais quelques élus de votre majorité l'ont dit, et qui ne sont pas là.

**M. le Maire** : D'accord, bon. Moi, ce que j'ai dit, c'est que la majorité des parents, c'est pour cela que nous l'avons mis dans le programme, continue à nous le demander. Votre question, les parents nous la posent, de sortir du SIRESCO. En revanche, là où il y avait un vrai risque existant, c'est les risques financiers. Ce n'est pas pour rien qu'en ce moment, ils sont en train de changer les statuts. Vous voyez, ils sont déjà en train de réévaluer la cotisation des villes. Je leur souhaite bien du plaisir, et ils veulent construire une nouvelle très grande cuisine, où là, ils vont encore redemander aux villes de mettre la main à la poche. Je n'ai pas parlé de danger pour la santé, mais je parle de danger financier. Nous sommes garants et conscients. Donc il y a aussi cette question-là, pour laquelle nous sortons. De la même façon qu'on ne transfère pas des équipements, nous voulons notre liberté et notre autonomie là-dessus.

Donc nous avons des villes qui ont acté la sortie de Choisy-le-Roi, comme nous nous actons celles qui veulent sortir. Le syndicat SIRESCO, en Conseil d'administration, a accepté la sortie du SIRESCO, parce que là aussi, nous nous sommes entendus, c'est la démocratie, les villes sont maîtres de le faire. Par contre, le président du SIRESCO nous met des bâtons dans les roues en exigeant des sommes que nous n'avons pas à payer. Donc nous avons acté la sortie, nous sommes en train de discuter, parce qu'il faut signer une convention de sortie avec les chiffres. Donc nous discutons avec le SIRESCO, son Conseil d'administration à travers son président, sur l'acceptation ou pas des sommes demandées. C'est en très bonne voie, nous avons lancé une AMO de gens spécialisés pour les cantines scolaires, donc nous avons lancé un appel d'offres que nous sommes en train de consulter. Nous avons eu une journée par rapport aux personnes qui ont répondu, mais en nom caché, une journée de goûter, de dégustation sur les éléments que présentaient les uns ou les autres. Les enfants ont été invités à donner leur avis, à noter, les parents ont été invités à donner leur avis, et l'avis des plats présentés, où l'on ne savait pas qu'il les présentait, c'était anonyme, sauf ceux qui organisaient cette dégustation. Donc il y a des notes qui sont posées, cela rentrera dans les notes de l'appel d'offres des gens que nous choisirons pour, dans un premier temps, c'est une DSP, pour colmater le temps de construire une nouvelle cuisine.

Voilà, nous en sommes là, nous pensons que nous devrions arriver pour le mois de février, le 19 février. Si tout va bien, à compter du 19 février, il y aura un nouveau prestataire, donc je ne sais pas lequel sortira vainqueur, pour servir les repas scolaires aux enfants de la commune et aux seniors. Donc nous en sommes là, nous sommes sur une ligne, dans un premier temps, le SIRESCO ne fera plus ses repas à partir de février, et nous cherchons activement, parce que je vous le dis, la mauvaise surprise, et cela a été une surprise pour nous, nous avons l'intention, comme la cuisine centrale fonctionnait en partie, de réactiver la cuisine centrale. Il y a plusieurs éléments importants qui sont arrivés, elle n'est plus exploitable, parce qu'elle n'est plus du tout aux normes, et les travaux nécessaires n'ont pas été faits par le SIRESCO. Parce que ce qu'ils ont caché, ce qu'ils avaient dit lorsque vous avez adhéré, ce qu'ils avaient expliqué, c'est qu'ils garderaient la cuisine de Choisy-le-Roi. Or, ils ont acté qu'ils fermentaient la cuisine de Choisy-le-Roi, c'est pour cela qu'ils n'ont pas fait de travaux dedans qui étaient nécessaires, parce qu'ils envisagent de faire une mega grande cuisine à la limite du 95, ou vers le 95, à Tremblay. Vous pouvez le vérifier. Ce qui n'était pas prévu, et ce qu'ils n'ont pas dit au moment où vous avez adhéré, et où d'autres villes ont adhéré, c'est pour cela que maintenant des villes partent, parce qu'ils ne sont pas d'accord, donc ils vont faire une mega grande cuisine là-bas, et le personnel, vous pouvez vérifier ce que je vous dis, ils leur ont annoncé qu'ils fermaient la cuisine de Choisy-le-Roi.

Donc nous, on a fait, bien sûr, un audit, elle n'est plus du tout utilisable, les travaux à faire ne sont pas possibles. Mais en plus, avec les travaux du tramway et la réduction à une seule

voie, les camions ne peuvent plus, il n'y a plus de braquage, les camions, pour livrer la cuisine, ne peuvent plus entrer sur le parking. Suite aux travaux du tramway, il y a un refoulement qui a été dramatique pour l'évacuation des eaux. Depuis les travaux du tramway, cela ne fonctionne pas, il y a un refoulement terrible qui inonde la cuisine centrale qui est là-bas aux Navigateurs. Donc dans un premier temps, à partir du mois de février, c'est un autre prestataire qui fera les repas. Ensuite, on cherche un terrain, un local pour construire cette nouvelle cuisine qui n'était pas prévue dans notre programme, mais qui devient obligatoire puisque l'ancienne n'est plus utilisable.

Oui, Monsieur Essonne-Mengue ?

**M. Balias** : Non, décidément...

**M. le Maire** : Non, Monsieur, excusez-moi, je suis navré. Je suis désolé.

**M. Balias** : Thierry Balias. Si j'ai bien compris, du coup, il y a une consultation en cours. Est-ce qu'il y aura une commission d'appel d'offres ? J'avais vu effectivement qu'il y avait...

**M. le Maire** : Ah oui, c'est un marché négocié, oui.

**M. Balias** : J'ai entendu qu'on vous soufflait, donc effectivement...

**M. le Maire** : Non, c'est un marché négocié.

**M. Balias** : Donc il n'y aura pas de commission.

**M. le Maire** : Vous savez, cela revient au même, parce que tout est caché, anonyme, et c'est les notes qui priment.

**M. Balias** : Pour nous, ce n'est pas la même. Du coup, vous nous présenterez...

**M. le Maire** : Oui, le prestataire viendra vous présenter...

**M. Balias** : Excusez-moi, donc il n'y aura pas de commission d'appel d'offres, c'est un marché négocié...

**M. le Maire** : C'est un marché négocié. Non, ce que je veux vous dire, c'est que le prestataire qui sera retenu se présentera devant les parents, devant les élus, ils présenteront ce qu'ils font, etc. Et surtout, tous se sont engagés à ce que les parents soient consultés et notent les repas.

**M. Balias** : Quels élus ? Quels parents ?

**M. le Maire** : Les parents qui ont leurs enfants à l'école. Les parents qui n'ont pas leur enfant à l'école...

**M. Balias** : Du coup, nous, la seule information qu'on aura, c'est que vous nous annoncerez, quand il y aura le choix qui sera déjà fait.

**M. le Maire** : C'est normal, de la même façon que la majorité a adhéré sans même passer par le vote au Conseil municipal parce que nous allions voter au Conseil. Les socialistes avaient vérifié, ils peuvent vous le dire, ce qu'il s'est passé lors de cette adhésion, c'est que lors d'un Conseil municipal, donc nous, nous étions contre cette adhésion, que les élus socialistes et d'autres avaient juste donné l'autorisation au maire de l'époque de continuer les discussions. Or, il a signé l'adhésion sans repasser par le Conseil municipal, et cette

adhésion n'avait pas été votée. Ce qu'ils avaient eu, c'était l'autorisation de continuer. Nous sommes passés, parce que c'est la loi, c'est comme cela, mais si vous avez des enfants à l'école ou si vous avez de la famille qui ont des enfants à l'école, de toute façon, ils s'exprimeront sur la qualité. Moi, je suis certain qu'il y a une qualité nettement supérieure parce qu'on a goûté, parce que les parents qui ont goûté s'en sont rendu compte, parce que les enfants qui ont goûté s'en sont rendu compte. Sur les prestataires, dont je ne sais pas qui a fait quoi, mais sur ce qu'ils ont goûté, ils nous ont dit que c'était bon. Et en plus, ce qu'ils ont présenté, ce ne sont pas des repas qui ont été faits spécialement pour la dégustation. Ils ont amené des repas... Si, cela a été contrôlé. Ah non, c'est sous contrôle, tout cela. Ils ont amené des repas qu'ils livraient à Villeneuve-Saint-Georges et à Villeneuve-le-Roi, donc ce n'est pas des repas qui ont été faits spécialement pour la dégustation. Ce sont des repas qui ont été livrés dans les villes environnantes, ils ont extrait un nombre de repas qu'ils ont apportés à l'école Blanqui pour déguster ces repas. Donc ce n'est pas des repas qui ont été conçus spécialement pour une dégustation, ce sont des repas qu'ils font tous les jours. Vous avez encore des enfants...

**M. Balias** : Mes enfants, ils sont grands, mais je suis là en tant qu'élus.

**M. le Maire** : Il y a les seniors.

**M. Balias** : Je suis là en tant qu'élus de la ville, donc représentant...

**M. le Maire** : Laissez-moi finir. En tant qu'agent, en tant qu'élus, vous pourrez aller manger avec les seniors. D'ailleurs, dès maintenant, vous pouvez aller déguster à la cuisine du SIRESCO aux Navigateurs, puisqu'on a rouvert la salle.

**M. Balias** : La question que j'essayais de poser, c'était est-ce que globalement, on aura la présentation ? Vous m'avez dit non, du fait d'un appel négocié qu'on jugera sur pièces. Il sera acté un prestataire nouveau, et on n'aura pas accès à l'information de savoir les critères comme si nous étions passés sur un marché avec une Commission où l'on aurait pu jouer notre rôle. Je comprends le délai, je suis bien au fait des marchés, de comment cela se passe.

**M. le Maire** : C'est trop compliqué. C'était trop long.

**M. Balias** : Mon but n'est pas de faire une polémique de quoi que ce soit, c'est de porter à la population sur un sujet qui nous a divisés sur la ville, d'essayer de comprendre, et l'on est tous, normalement, sur le même sujet d'avoir une alimentation de qualité pour nos enfants avec un prix, aussi. Parlons-en aussi, du prix. À quel prix ? Est-ce qu'il y aura une période de transition ? On ne va pas sortir avec une régie comme cela rapidement, donc il faudra, tout cela, voir cet impact-là pour les familles sur d'autres villes. On a vu aussi l'effet de passer sur un prestataire extérieur et le privé, et le coût qui, mécaniquement, a augmenté. Donc en ces temps difficiles pour nos familles Choisyennes, je pense que cette analyse a été faite. Je ne fais pas de procès d'intention, parce que tout le monde n'a pas l'information.

**M. le Maire** : J'ai compris, mais je pense que vous risquez d'être surpris, Monsieur Balias, sur les on-dit. Je vais vous communiquer une information, c'est que d'ores et déjà, le SIRESCO augmente ses prix de 7,1 %, pour commencer. Ils nous annoncent déjà une prochaine hausse courant 2023. J'étais au Conseil d'administration hier ou avant-hier, mardi soir.

**M. Balias** : Du coup, vous pouvez nous garantir un prix...

**M. le Maire** : Je ne sais pas, je ne garantis rien...

**M. Balias** : Vous avez quand même fait un cahier des charges.

**M. le Maire** : Bien sûr, mais ce n'est pas nous qui définissons le prix, c'est eux qui vont nous proposer leur prix, et l'on verra si l'on prend ou si l'on ne prend pas.

**M. Balias** : En fonction des choses que vous avez...

**M. le Maire** : On leur a demandé...

**M. Balias** : Il y a des critères qui agiront sur le prix.

**M. le Maire** : Il y a deux choses, Monsieur Balias. Le cahier des charges qu'on a fait est très sévère pour eux... Je vous explique, laissez-moi un peu en placer une. La seule information que je peux vous donner, c'est que le SIRESCO nous a annoncé donc mardi soir une augmentation de 7,1 % sur les villes. Mon collègue Julien était là. Cela, c'est pour commencer. Mais on n'échappera pas à une autre augmentation courant 2023, donc c'est le seul élément financier que j'ai du côté SIRESCO.

Du côté des personnes, on a fait bien sûr un cahier des charges d'une qualité extrêmement élevée qu'on détaillera aux parents, et il y a des parents très pointus là-dessus, c'est-à-dire que nous nous sommes mis au plus haut degré de la loi EGALIM, de tout ce qui vient de sortir, de tout ce qui peut rassurer sur la santé. Ce n'est pas le prix qui l'emportera qui sera payé par la commune, c'est la qualité. Le prix, on l'assumera, la ville, mais je pense, je ne sais pas, mais que l'on risque d'avoir, malgré la caricature qu'on peut faire, que certaines personnes peuvent faire du privé, je pense qu'il peut y avoir de très bonnes surprises. Je pense, j'espère. En tous les cas, sur la qualité, le cahier des charges et les normes que nous avons demandées, vous pouvez être rassurés, elles sont très nettement au-dessus de ce qu'a fait le SIRESCO, elles sont très nettement au-dessus de ce que font tous les prestataires actuels. On s'est mis au maximum qualitatif qu'on pouvait demander.

Oui, Madame, vous vouliez...

**Mme Fourniaud** : Non, je m'étonne juste qu'on soit presque en train de dire qu'avec une société privée, on aura pratiquement des repas moins chers qu'avec un syndicat public. C'est tout.

**M. le Maire** : Est-ce que vous m'avez entendu dire cela, Madame ? À quel moment j'ai dit cela ?

**Mme Fourniaud** : Presque.

**M. le Maire** : Madame, il n'y a pas de « presque ». Je l'ai dit, ou pas ?

**Mme Fourniaud** : « Vous risquez d'avoir des surprises sur le prix », c'est bien ce que vous venez de dire, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Vous pouvez avoir de bonnes surprises, oui, j'espère. Est-ce que j'ai dit ? J'ai dit : « Madame, la seule information que je peux vous donner, c'est que le SIRESCO vient de nous annoncer une hausse de 7,1 % », et qu'il y en aura une deuxième en 2023.

**Mme Fourniaud** : Et vous pensez vraiment qu'un prestataire privé n'aura pas d'augmentation en 2023 actuellement, alors que...

**M. le Maire** : Je ne m'exprime pas, c'est en cours, je vous dis que je n'ai pas d'éléments. On attend de recevoir leur offre, et lorsqu'on aura leur offre, je vous répondrai. On vous dira. En

revanche, on peut tout vous dire, et même vous donner leur offre, ce n'est pas un souci. On pourra vous dire tout ce qu'il y a dedans, le prix, vous saurez tout. Cela, vous saurez tout, et il y aura une parfaite transparence là-dessus.

**Mme Fourniaud** : Merci pour votre réponse.

**M. le Maire** : La seule chose dont je suis certain, prêt à parier tout de suite, c'est que la qualité sera supérieure à celle du SIRESCO, nous en sommes pratiquement convaincus. Nous avons quelqu'un parmi nos élus qui n'a pas pu venir ce soir qui a participé activement, dont c'est pratiquement le métier, à l'élaboration du cahier des charges, qui a mis très haut le degré de qualité, donc qui a concocté ce cahier des charges avec son expérience. On a consulté d'autres cuisines centrales, d'autres choses, etc., et vous verrez. C'est énorme, on vous les expliquera, et vous verrez qu'on sera très peu de villes avec des normes aussi contraignantes pour le fournisseur.

**Mme Fourniaud** : On ne parlait pas de qualité, là, on parlait de prix.

**M. le Maire** : Moi, ce qui m'intéresse, Madame, pour les enfants...

**Mme Fourniaud** : Mais c'est les deux, je pense.

**M. le Maire** : Non, Madame. C'est la qualité avant tout. J'ai le droit quand même de dire ce qu'intéresse le maire pour les enfants de la ville.

**Mme Fourniaud** : Et moi, j'ai le droit, en tant qu'opposition, de m'intéresser au prix.

**M. le Maire** : Oui, d'accord, mais vous n'avez pas le droit de dire que c'est le prix qui compte, c'est votre opinion à vous. Moi, mon opinion à moi, c'est que de toute façon, et la consigne qu'on a donnée, c'est que ce n'est pas le prix qui l'emportera sur notre choix, c'est la qualité. On ne cédera rien sur la qualité. On verra bien le prix qu'on nous propose, et je pense que les parents demandent aussi la qualité. En plus, il va y avoir, dans deux écoles, des expérimentations avec une révolution qui est attendue par les parents, qui s'est faite dans d'autres villes, sur le concept de la restauration scolaire, la responsabilité des enfants. Et autre point très important, je peux vous annoncer d'ores et déjà, et j'en suis certain parce qu'on a contrôlé auprès d'autres villes grâce à un système qu'on va mettre en place, il y a beaucoup de gâchis, il y a beaucoup de nourriture jetée, nous allons réduire d'au moins facilement 30 % ce gâchis de nourriture. Je vous inviterai à venir le contrôler par vous-même, parce que cela, c'est aussi un élément important, le gâchis. Plus la qualité sera au rendez-vous, moins il y en aura. Il y a aussi toute l'organisation de la restauration scolaire qui participe à ce qu'il n'y ait pas de gâchis.

Donc le rapport, et ce n'était pas à l'ordre du jour, mais je tenais à répondre à Monsieur Aoummis, c'est une information importante que nous vous devons, je crois qu'il va encore y avoir des Choisyennes et des Choisyens qui nous écoutent, de toute façon, nous allons communiquer avec eux dès que ce sera plus précis avec tous les éléments, et surtout, c'est les parents qui seront en première ligne pour noter ce nouveau prestataire, nous dire ce qu'ils en pensent. Ce marché, c'est sur un an renouvelable. Donc s'ils nous trompent, s'ils augmentent, on changera. On n'est pas là pour favoriser Pierre, Paul, Jacques. Nous sommes là pour favoriser les enfants, les familles. Donc je crois que c'était le dernier point... La modification de quoi, pardon ?

## → 22. Modification des représentants du conseil au sein du CA de la régie autonome Théâtre/Cinéma

**M. le Maire** : Excusez-moi, nous avons une modification des représentants du Conseil au sein du CA de la régie autonome théâtre/cinéma, donc c'est Monsieur Desroches qui va nous présenter cela.

**M. Desroches** : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir tout le monde. Pour ceux qui avaient suivi les épisodes précédents, lors des derniers Conseils municipaux, il y avait eu les démissions de Madame Juhel et Madame Luc, et donc c'est une formalité, il faut qu'on remplace ces personnes-là au Conseil d'administration du théâtre/cinéma, puisqu'elles y siégeaient. Au sein de ce conseil d'administration, il faut qu'il y ait 7 élus qui représentent le Conseil municipal. Donc on propose de soumettre à l'approbation les « candidatures », en tout cas, les désignations de Madame Fourniaud Martine et de Monsieur Essonne-Mengue Terrence. Voilà, je vous remercie, je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.

**M. le Maire** : Qui remplacent donc Madame Juhel et Madame Luc. Je suppose qu'il n'y a pas d'opposition ? Si, il faut le voter, quand même. Y a-t-il des oppositions ? Il n'y en a pas. Des abstentions ? Il n'y en a pas, donc c'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°22*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, SASU Hancès, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, HABI Hacène, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canon, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malila.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1

LAJILI Yamina

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité*

**M. le Maire** : Ceux qui veulent s'abstenir peuvent s'abstenir. Madame Lajili, vous avez raison, eux-mêmes s'abstiennent quand ce sont des nominations. Bon, là, il s'agit de remplacements, et le Conseil de ce soir ayant été particulièrement courtois, agréable, qui s'est bien passé, on va aussi mettre notre couche, même si on n'est pas des Bisounours, Madame Desprès.

*Rires*

**Mme Desprès** : Vous pourriez nous remercier, parce que grâce à nous, ce soir, vous avez le quorum, quand même.

**M. le Maire** : C'est vrai, Madame Desprès.



**Mme Desprès** : Merci.

**M. le Maire** : Et je le reconnais, Madame Desprès.

### → 23. Compte-rendu des décisions L-2122 du Code général des collectivités territoriales

**Mme Desprès** : Cela étant dit, il y a encore un point à l'ordre du jour sur lequel je voulais intervenir, Monsieur.

**M. le Maire** : C'est lequel ? Ah, oui, les décisions. Allez-y, alors.

**Mme Desprès** : Je ne vais pas jouer au bismuth, comme vous avez à chaque fois... Mais ce qui m'interpelle sur ce point-là, c'est le 22-324, le 22-325, le 22-334, le 22-336, le 22-337 et le 22-338. Quoi que celui-là, c'est un moins. Mais tous les autres, c'est des avenants en plus pour améliorer, on va dire, la construction, la réhabilitation plutôt pour la police municipale, du logement, des locaux de la police municipale. Je trouve que pour 20 737 euros, cela fait quand même beaucoup d'argent. Alors, on n'a pas le droit de voter contre, c'est bien dommage, parce que là, j'aurais voté contre, franchement.

**M. le Maire** : Non, il y a un avenant de 5994 euros.

**Mme Desprès** : Non, il y en a 6.

**M. le Maire** : Exact, je vais vous donner des explications, il n'y a aucun souci. Je suis comme vous, j'en ai marre de ces avenants, mais vous savez bien ce qu'il se passe.

**Mme Desprès** : 20 000 euros, quand même, c'est beaucoup.

**M. le Maire** : 20 000 euros sur la somme totale... J'ai trouvé beaucoup plus que cela dans un temps passé. Je vous explique ce qu'il se passe.

**Mme Desprès** : 310 000 euros.

**M. le Maire** : Alors, je vous explique ce qu'il se passe. Il y a un prestataire qui s'est planté sur le système d'alarme, ou là, cela nous a coûté, pour changer la centrale d'alarme et le système d'alarme, ce sont les explications, et c'est le service travaux de la ville qui veille beaucoup à cela, déjà là-dessus, il ya eu 7000 euros de différence sur ce système d'alarme. Ils m'ont présenté ces avenants. Je sais qu'il y a des travaux de plomberie qui ont dû être refaits parce que je ne sais plus ce qu'il s'était passé, oui, des douches avaient été oubliées, donc on a dû rajouter des choses comme cela. On pourra redonner tous les détails des avenants. Et puis, il y a aussi des prestataires qui voulaient laisser tomber parce qu'ils jugent que par rapport à l'augmentation des coûts, des machins, et cela, c'est le lot de toutes les villes, et moi je suis d'accord avec vous, cela m'énerve prodigieusement, mais malheureusement, la loi leur permet de nous demander cela. Il y a même le préfet qui nous a écrit en nous demandant, je pourrais vous faire lire la lettre qu'il a envoyée à tous les maires, où le préfet ose dire aux collectivités d'être « bienveillantes sur les factures des fournisseurs avec ces temps », etc. Il faut le faire, quand même. Mais je peux vous dire que les avenants, ils sont tous justifiés.

Vous avez quand même un avenant, c'est pour les enfants. C'est pour notre projet Demos.

**Mme Desprès** : Ceux-là, je ne les conteste pas, je parlais de la police municipale, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Vous avez cité le 323.

**Mme Desprès** : Noyez le poisson, vous l'avez fait toute la soirée. On va arrêter. On va arrêter là, mais enfin, c'est bien, ce sera au procès-verbal, on saura que je voulais voter contre, si je pouvais voter.

**M. le Maire** : Madame Desprès, je retiens votre observation, puisque ma direction générale et les services peuvent en témoigner, j'ai dit : « J'en ai marre de vos avenants ».

**Mme Desprès** : D'accord, et vous prenez la décision, ce soir, de me fournir les avenants.

**M. le Maire** : Si vous voulez, on peut vous expliquer les travaux, il n'y a pas de problème. Je vais dire à quelqu'un que vous connaissez très bien, qui fait partie de l'ancienne équipe, qui est très sérieux, je vais dire à notre ami Yann, c'est lui qui m'a présenté, je n'ai pas de raison de douter de lui...

**Mme Desprès** : Il n'y a pas de problème, Yann va me fournir les avenants.

**M. le Maire** : D'ailleurs, il ne l'a pas très bien pris quand je lui dis que j'en ai marre des avenants, je peux vous le dire, parce qu'il a dit : « Vous savez, nous, on se bat », lui aussi, il était très embêté, il se bat pour essayer de maintenir les prix, mais c'est vrai, oui, je vous le dis, c'est saoulant, les avenants.

## QUESTIONS DIVERSES

**M. le Maire** : Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi** : Oui, je préférerais attendre la fin. Juste à titre d'échange, j'ai pour pas loin de 25 000 euros de mobilier spécifique aux âges de maternelle que je souhaite donner à la mairie, donc j'espère que vous accepterez de venir récupérer ce mobilier que je donne, voilà, puisqu'à la suite de la fermeture...

**M. le Maire** : Un mobilier spécifique pour qui, pardon ?

**M. Habi** : Pour les maternelles.

**M. le Maire** : Là, il faut voir avec la petite enfance s'il s'adapte, si on peut le mettre quelque part. Qui est en bon état ? Très bien, cela, il faudra le passer dans un vote. Tout citoyen qui fait un don à la ville, que ce soit mobilier, œuvres d'art, quoi que ce soit, il faut que le Conseil municipal accepte le don, donc on mettra cela au prochain Conseil. Vous voyez avec Madame Mine, qui est à la petite enfance, si cela peut rendre service en maternelle. On le mettra au Conseil municipal pour que le Conseil municipal approuve le don. C'est obligatoire, on l'a déjà fait. OK.

Écoutez, ce coup-ci, je crois que c'est fini. Merci à vous, merci de ce très bon Conseil avec des débats de qualité. On n'est pas toujours d'accord, mais au moins, c'est bien, cela échange. Bonne soirée à vous. Ah oui, et bonnes fêtes, parce qu'on arrive dans la période des fêtes.

*La séance est levée à 22 h 55.*